

Gentizon, Paul

La tragédie des États-Unis.

LA TRAGÉDIE DES ÉTATS-UNIS

Editions de la Boussole
Marseille

LA TRAGÉDIE DES ÉTATS-UNIS

Éditions de la Boussole
Marseille

PAUL GENTIZON

LA TRAGÉDIE DES ÉTATS-UNIS

Peu de problèmes ont été aussi incompréhensibles aux Européens que l'attitude des Etats-Unis en face de la guerre actuelle. Ce pays est vaste et riche. Il n'est pas surpeuplé. Il est doté d'immenses ressources naturelles tout en étant admirablement équipé pour leur exploitation. Ses habitants sont actifs, intelligents. De plus, ils ont l'immense avantage d'être garantis contre tout péril d'agression. La situation géographique des Etats-Unis est en effet l'une des plus avantageuses du monde. Tandis que leurs voisins du nord et du sud sont à la fois petits et faibles, leurs rivages, à l'est et à l'ouest, sont protégés contre l'Europe et le Japon par des milliers et des milliers de milles marins. Cependant les Etats-Unis ou du moins leurs dirigeants et leur presse n'ont cessé, depuis 1939, de répéter qu'ils étaient dangereusement menacés. Dès le début de la guerre européenne, leur Congrès a voté une quantité étonnante de milliards pour la défense nationale en même temps que pour aider l'Angleterre, considérée comme première ligne de cette défense. Un homme, le président des Etats-Unis, a dirigé le mouvement. Bien que la doctrine fondamentale de son pays en matière de politique étrangère, celle de Monroë, repousse toute intervention européenne dans les affaires de l'Amérique, M. F. Roosevelt a jugé que la réciproque n'avait pas de raison d'être et que la République étoilée avait le droit de s'ingérer dans les affaires de l'Europe. Le fait est que, avant cette guerre déjà, il s'est intéressé manifestement beaucoup moins aux questions intérieures américaines qu'aux problèmes extérieurs, même à ceux qui ne concernent en rien directement les Etats-Unis. Son discours du 5 octobre 1937, à Chicago, où il prit à partie les « Etats agresseurs » et les menaça de

« quarantaine », fut la première manifestation officielle de ce nouveau tournant de sa politique. Deux mois plus tard, dans un télégramme à l'un des chefs républicains, M. A. Landon, il fit savoir que le gouvernement des Etats-Unis devait être prêt en cas de nécessité à entrer en lutte contre les « agresseurs ». Quelles furent les causes de cette évolution? S'agissait-il vraiment d'un souci croissant en présence d'une menace extérieure d'ordre idéologique, économique, militaire? Ou bien M. F. Roosevelt, après les échecs répétés de sa politique intérieure, cherchait-il à diriger l'attention de ses compatriotes en dehors des frontières de l'Etat? Ou bien encore était-il poussé à agir de la sorte soit par l'influence de son entourage, soit par un ressentiment particulier, soit encore par l'ambition de jouer un rôle de premier plan sur la scène du monde? Il est difficile de le dire. Le fait est que, dès janvier 1938, M. F. Roosevelt n'a cessé d'agir ouvertement, sur le terrain politique et diplomatique, contre les puissances de l'Axe et leurs amis; en même temps, il a tout mis en œuvre pour assurer un développement intensif des armements américains. A aucun moment, il n'a dévié de sa ligne de conduite et n'a modifié son point de vue. Et tout faisait prévoir qu'un jour ou l'autre, les Etats-Unis entreraient dans la mêlée.

* * *

Pour comprendre ce qui s'est passé outre-Atlantique, les Européens ne doivent pas perdre de vue que, malgré un régime qui se qualifie de démocratique, les Etats-Unis ont à leur tête, en M. Roosevelt, un président omnipotent. Son gouvernement est une forme de dictature personnelle. Bien entendu, il ne s'agit ici d'aucune usurpation. La toute-puissance de M. Roosevelt est légale. Sans parler des pleins pouvoirs que lui a conférés le Congrès, elle s'appuie sur la constitution américaine. Mais n'oublions pas qu'en Europe les régimes autoritaires eux-mêmes sont dans la légalité. En Italie et en Allemagne, l'action des dictateurs est soutenue par le consentement populaire. Non seulement le Duce et le Führer ont été appelés au pouvoir, le premier par le roi

d'Italie, le second par le maréchal Hindenburg, mais ils ont été plusieurs fois plébiscités. Quoi qu'il en soit, les Etats-Unis veulent à tout prix paraître une démocratie. Le terme a d'ailleurs pris à notre époque une acception qui s'éloigne toujours plus de sa signification primitive, étymologique, historique. L'Angleterre la première se dit démocratique et cependant chacun sait qu'elle est encore l'unique pays en Europe dont le pouvoir soit entre les mains d'une aristocratie héréditaire. Les Etats-Unis de leur côté se disent démocratiques, et cependant à leur tête se trouve un président qui dispose à maints égards d'un pouvoir absolu, et est entouré, comme nul ne l'ignore, d'une véritable oligarchie politico-financière, laquelle a entre les mains tous les instruments techniques — presse, radio, cinéma — qui forment artificiellement l'opinion publique. En somme, bien que les deux grandes puissances anglo-saxonnes se disent démocratiques, c'est-à-dire vivent sous un régime où, en principe, tous les hommes sont égaux, où tous doivent affronter l'ascension sociale par leur propre mérite et leur propre labeur, elles sont l'une et l'autre dirigées par une catégorie de personnes qui, soit par la naissance, soit par la fortune, ont échappé complètement à la loi de l'effort personnel. MM. Churchill et Roosevelt, par exemple, sont nés l'un noble, l'autre riche; ni l'un ni l'autre n'ont eu à gagner leur vie ... Par contre Hitler et Mussolini ont été dans leur jeunesse, l'un peintre en bâtiments, l'autre maçon et maître d'école. Dans cette joute des régimes, les *self made men* sont italien et allemand et non anglo-saxons.

Le gouvernement des Etats-Unis a développé néanmoins une propagande énorme pour présenter le conflit actuel comme étant une lutte pour la liberté, pour l'aide aux petits peuples attaqués, une guerre des démocrates contre les dictateurs. Dans sa prise de position en faveur de l'Angleterre, M. F. Roosevelt — président incontrôlé et incontrôlable d'un pays où, sous le signe de la haute banque, fleurit la plus grande concentration des monopoles, des trusts, des millionnaires et milliardaires du monde — s'est présenté

imperturbablement en paladin de la démocratie. Selon un slogan qui a fait le tour du monde, si les Etats-Unis se sont occupés de cette guerre, c'est parce qu'il s'agit de faire triompher les idées démocratiques. Or, si c'était le cas, on pourrait s'étonner qu'à aucun moment les dirigeants américains ne se soient dressés contre les Soviets. Le gouvernement de Washington n'a pas dit un mot lors de la disparition de l'Esthonie, de la Lettonie et de la Lithuanie, absorbées par la Russie bolchévique. Une occasion magnifique s'offrait cependant d'agir en faveur de la démocratie européenne. Dans le fond la bannière démocratique, dans les mains de M. Roosevelt, n'a été qu'une arme de combat. Elle a éveillé parmi la population des Etats-Unis l'idée de la possibilité d'une attaque des Etats totalitaires. Elle a répandu une psychose belliciste et a incité le peuple américain à accepter l'énorme programme d'armement rooseveltien. Elle a servi à démontrer que, dans le cas où les puissances autoritaires seraient sur le point de triompher en Europe, il ne resterait plus à l'Amérique qu'à intervenir pour défendre les mots d'ordre de liberté et de démocratie dans le monde.

* * *

Il serait erroné cependant de croire que si, dès le début de cette guerre, les Etats-Unis ont pris fait et cause pour l'Angleterre, la raison en est uniquement dans l'action personnelle de M. F. Roosevelt. Nul n'ignore les relations étroites qui se sont créées depuis le début de ce siècle entre les Yankees et les Anglais. Jusqu'à cette date, Anglais et Américains se considéraient comme des rivaux et les frictions étaient continuelles. Mais la Grande-Bretagne a fini par comprendre qu'elle ne pouvait empêcher l'ascension et la grandeur des Etats-Unis. Dès lors, un anglo-saxonisme en action tisse mille liens entre les deux pays. Au même moment, la rivalité anglo-germanique se précise. Les Américains prennent peu à peu l'habitude de considérer les choses d'Allemagne et d'Italie à travers les lunettes britanniques, c'est-à-dire par l'intermédiaire de Londres. Cette évolution est facilitée par la similitude de la langue, de la littérature,

des conceptions du droit et même, à certains égards, de la religion. En tous domaines, une osmose s'établit entre les deux pays. A tel point que l'influence britannique est devenue énorme aux Etats-Unis. Les milieux d'origine anglaise ont fini par devenir le groupe dirigeant de la République étoilée. En même temps, toujours depuis 1900, l'Angleterre a fort habilement liquidé tous les problèmes de nature à susciter des frictions entre les deux pays. Pour faire plaisir aux Etats-Unis, elle s'est employée à résoudre la question des frontières canadiennes. Elle a rompu l'accord qui la liait au Japon. Elle a tranché la question irlandaise. Elle a réussi de la sorte à forger des liens solides et étroits entre Londres et Washington. Dans le monde entier, l'anglo-saxonisme a été grandement fortifié. Les Etats-Unis ont fini par ressentir pour l'Angleterre un vrai sentiment de solidarité morale, spirituelle, économique et politique. Le phénomène s'est réalisé avant que cette guerre éclatât. On sait ce que fut dans tous les pays du monde l'attitude de la diplomatie américaine à la veille du conflit. Comme le prouve la publication des documents polonais trouvés au ministère des Affaires étrangères à Varsovie (il s'agit notamment des rapports des ambassadeurs de Pologne à Washington, Londres et Paris à leur gouvernement), le mot d'ordre donné par Washington à tous ses représentants à l'étranger a été en tous domaines d'agir conjointement avec l'Angleterre. Rien d'ailleurs n'a été plus caractéristique de cette solidarité anglo-saxonne que le marché conclu en 1940, entre Londres et Washington, d'après lequel cinquante torpilleurs américains ont été « échangés » contre les bases britanniques des îles Bermudes, Bahama, Jamaïque, Trinité, Guyane, etc. Dans le monde anglo-saxon, tout se passe en famille. L'Angleterre, se sentant mortellement atteinte, choisit déjà les Etats-Unis comme héritiers.

* * *

L'action rooseveltienne et le sentiment de solidarité anglo-saxonne ne suffisent pas cependant à expliquer l'attitude

observée par les Etats-Unis depuis le début de cette seconde guerre mondiale. Tout un complexe de forces les plus diverses agit sur l'âme américaine. Efforçons-nous de les analyser.

En premier lieu, comme toute grande puissance qui dispose de matières premières à profusion, de grandes forces techniques, intellectuelles et qui jouit d'un vaste crédit politique, diplomatique, militaire et naval, les Etats-Unis obéissent à cette heure à l'idée impérialiste. L'histoire prouve d'ailleurs que, dans l'âme des nations comme dans celle des individus, le désir est inné de se faire un chemin aux dépens de ses voisins. C'est pourquoi l'impérialisme est lié de façon indissoluble aux lois de la vie. Le passé des Etats-Unis ne contredit pas cette affirmation. Comme celui de l'Angleterre, il fut dédié de façon ininterrompue à des conquêtes et à des annexions. A la fin du XVIIIe siècle, les Etats-Unis ne comprenaient que les pays situés entre l'Atlantique et le Mississipi. Dès 1783 — proclamation de leur indépendance — ils ne cessent de s'agrandir, aux dépens des Indiens d'abord, traqués dans les territoires du Far-West et impitoyablement décimés, et du Mexique ensuite. La conquête de la Californie, de l'Utah, du Nevada, de l'Arizona, du Colorado, du Texas conduisit une armée américaine jusqu'à Mexico. L'ensemble des territoires acquis en moins d'un demi-siècle présentait une superficie de six millions de kilomètres carrés, soit environ onze fois la France. L'Union mesurait ainsi, en 1850, huit millions de kilomètres carrés, soit les huit dixièmes de la superficie de l'Europe. Cet immense territoire a été peuplé dans la seconde moitié du XIXe siècle, en grande partie grâce à l'afflux des émigrants venus de l'ancien monde. Cependant cette étendue gigantesque ne leur suffit pas. En 1867, ils achètent à la Russie l'Alaska. Dès 1898, ils annexent Hawaï, Porto Rico, les Philippines (dont la conquête sur les indigènes dura près de deux ans), Samoa, Guam, la plus grande des îles Mariannes. Après une explosion mystérieuse sur un de leurs cuirassés, le *Maine*, ancré à La Havane, ils placent Cuba sous leur contrôle; puis ils mettent la main sur Haïti, Saint-Domingue, le Nicaragua, le Honduras.

Panama est proclamé « république indépendante » après des débarquements sanglants sous la protection des canons de la flotte. En un siècle et demi, les Américains ont multiplié par sept leurs territoires de possession et de contrôle. Annexions, invasions, conquêtes, rien ne manque.

Le résultat ne se fait pas attendre: solidement installés entre l'Atlantique et le Pacifique, riches de nombreuses possessions, libérés de tout souci de frontières, bien munis de matières premières, les Etats-Unis sont en ascension constante et progressive. Avec l'accroissement de leur population, la mise en valeur d'immenses richesses naturelles, la création d'industries florissantes, ils deviennent une formidable puissance. Leur succès, leur réussite s'affirme en tous domaines. Un tel résultat fait rebondir encore leur amour inné du gain, leur confiance en eux-mêmes, leur goût naturel de la *strenous life,* leur passion des réalisations hardies. Le peuple des Etats-Unis est certainement le plus entreprenant de la terre. Il est au premier rang pour maintes manifestations de l'activité humaine. Malgré diverses crises, le développement de son agriculture, l'expansion de son industrie ont eu un aspect véritablement colossal. Jusqu'à cette guerre, financièrement, les Etats-Unis ont dominé l'univers. L'or du monde entier a pris la voie de New-York. Le dollar a triomphé de la livre sterling. Les richesses britanniques remplissent déjà les coffres-forts américains. On peut même dire qu'il ne s'est jamais vérifié dans l'histoire un fait aussi extraordinaire que l'ascension des Etats-Unis dans le monde, à l'époque moderne. Depuis 1910 jusqu'à l'heure de leur entrée en guerre, ils ont été portés sur la voie du destin par un vent en poupe presque miraculeux.

* * *

On ne peut donc s'étonner qu'un pareil essor, accompagné comme il l'est d'un profond ferment de vie, se soit traduit par la fièvre impérialiste. A maints égards cependant, l'état d'âme américain, tel qu'il s'est manifesté dans les écrits et les paroles de nombreux hommes politiques, professeurs, juristes, etc., est des plus dangereux. On a vu même de

vénérables magistrats comme le sénateur Peeper demander ouvertement dans un discours que les forces américaines, d'accord avec les forces britanniques, procédassent à une occupation immédiate de l'Islande, des îles du Cap Vert, des Canaries, de Dakar, etc. Il est allé même jusqu'à suggérer que les flottes anglaise et américaine formassent immédiatement dans le Pacifique une escadre unique chargée de l'encerclement du Japon! A Washington, des propagandistes officieux ont parlé de l'occupation de la Guyane française, de la Martinique, de la Guadeloupe! De telles paroles, de tels actes n'ont eu d'autre effet que de surexciter l'imagination du peuple américain, de flatter ses instincts, d'éveiller ses appétits par le mirage d'une hégémonie mondiale, non seulement sur l'Europe, mais sur l'Amérique, l'Afrique et l'Asie. On a prêté même aux dirigeants américains l'idée d'une vaste confédération, d'un *supercommonwealth* dans lequel entreraient les Etats anglo-saxons, avec les Dominions et toutes les possessions américaines et britanniques. Nous assisterions de la sorte à une nouvelle structure du monde dans laquelle les Anglo-Saxons auraient de nouveau la haute main.

Nous n'écrivons rien ici à la légère. Dans diverses publications américaines, il est ouvertement question d'assurer aux Etats-Unis et à travers eux à l'anglo-saxonisme la suprématie mondiale. Il ne s'agirait de rien moins que de prendre en mains le gouvernail d'une politique universelle, d'appuyer l'Angleterre par les armes, de dicter la paix, de créer un « nouvel ordre » dépendant des peuples de langue anglaise et d'assurer ainsi, en même temps que le salut, la domination de la civilisation anglo-saxonne dans le monde.

N'oublions pas qu'à la naissance des Etats-Unis, il y a le puritanisme avec tout son orgueil et sa suffisance. Cette secte de protestants attachés plus fidèlement que les autres au sens de l'Écriture sainte, fut l'agent le plus actif de la révolution britannique de 1648. Les persécutions des Stuart les firent émigrer au loin et l'on sait que cet exode fut capital dans l'histoire de la colonisation anglaise, particulièrement en Amérique. Les puritains se croyaient les privilégiés de la

grâce divine. Ils voulaient construire une société parfaite et réaliser le règne de Dieu sur la terre. Ce ferment d'orgueil est resté très actif dans la société américaine. Il explique dans une large mesure l'animosité que les Etats-Unis ressentent à l'égard de l'évolution morale, sociale, économique et politique de l'Europe nouvelle.[1]) Il ne s'agit pas tant de défendre les principes démocratiques et d'aider les petits peuples que d'opposer aux concepts nouveaux qui s'affirment en Europe, celui de la supériorité anglo-saxonne dans tous les domaines. Nous n'inventons rien. Une grande revue de New York, Life, vient de lancer un slogan nouveau:

[1]) Sur ce point encore, la lecture des documents trouvés dans les archives du Ministère des Affaires étrangères à Varsovie est des plus suggestives. Elle prouve que le gouvernement des Etats-Unis, ayant jugé sans doute que les régimes autoritaires étaient contraires à l'idéal comme au génie américains, s'est proposé comme but de les contrecarrer à tout prix et même de les abattre. En somme, derrière les coulisses diplomatiques, Washington a été le combattant le plus acharné sur le champ de bataille des idéologies. Quand la France du Front populaire tentait encore de trouver le salut dans un *modus vivendi* européen, Washington n'a cessé de pousser le Quai d'Orsay à résister à tout prix. Dans l'un de ses rapports à son gouvernement, le comte Potocki, ambassadeur de Pologne aux Etats-Unis, rapporte une conversation qu'il a eue avec M. Bullitt, ambassadeur des Etats-Unis à Paris, alors en congé à Washington. Le document est daté du 16 janvier 1939. Coïncidence curieuse: ce jour-là le chef du gouvernement anglais, M. N. Chamberlain, se trouve à Rome, ou il est l'hôte du Duce. L'opinion européenne unanime considère cette visite comme n'ayant d'autre but qu'un effort du Premier britannique pour sauver l'Europe de la guerre. La presse de notre continent montre M. Chamberlain anxieux de sauver à tout prix le bien suprême, la paix ... Or M. Bullitt, qui est sur le point de rejoindre Paris avec les instructions et les directives de M. Roosevelt et du Département d'État, précise à son interlocuteur polonais que le président des Etats-Unis non seulement condamne énergiquement et nettement les Etats totalitaires, mais est d'avis « que la France et l'Angleterre *doivent mettre un terme à toute politique de compromis avec les Etats totalitaires* et qu'elle ne *doivent* engager avec ces derniers aucune discussion ayant pour but des modifications territoriales quelles qu'elles soient ». Au cours de la même conversation, ajoute le comte Potocki, M. Bullitt « *souligna en toute netteté que la France ne devait se prêter à aucun genre d'accord avec Mussolini* ». Si les Etats-Unis avaient été prêts à prendre les armes et à verser leur sang pour une cause qui leur paraissait juste, leur jeu politique et diplomatique se comprendrait encore. Désarmés comme ils l'étaient, leur action était plus qu'une faute. En agissant comme ils l'ont fait, ils sont parmi les principaux responsables de la catastrophe. Lorsque les historiens étudieront les causes qui sont à l'origine des malheurs de l'Europe et

Ce siècle, déclare-t-elle, *sera un siècle américain!*[2]) Tenez-vous bien, peuples d'Europe! Ce siècle américain sera sans doute, s'il s'impose, le triomphe de tout ce que nous détestons aujourd'hui : l'épanouissement de l'économie capitaliste, c'est à-dire des puissances d'argent, des monopoles, des trusts, du boursicotage. de la spéculation, l'avènement de la ploutocratie, la permanence des grèves, du chômage, de la lutte des classes. Il sera la fin de tout ce que nous aimons, l'effondrement de nos espoirs en un avenir meilleur, la ruine de nos coutumes, de nos traditions et de nos gloires, la liquidation de notre vieille Europe sous l'hégémonie du Nouveau Monde.

* * *

---

spécialement de l'effondrement de la France, ils feront certainement ressortir l'action de Washington.

Le cas de la Yougoslavie offre également l'exemple d'un peuple jeté soudainement en plein drame par la diplomatie de Washington. L'intervention des Etats-Unis à Belgrade commença par la visite dans cette ville du colonel W. Donovan, promu depuis général et chef du « deuxième bureau » américain. Dès son arrivée, cet officier eut maints conciliabules avec le général Simovitch, auteur du coup d'Etat qui renversa le gouvernement du prince-régent Paul, coupable d'avoir signé l'adhésion de la Yougoslavie au pacte tripartite. (La *Washington Post* du 3 avril 1941 a donné sur ces entrevues des détails qui éclairent crûment le rôle que joua W. Donovan dans l'effondrement du royaume des Serbes, Croates et Slovènes.) Au demeurant, dans tous les actes qui furent trouvés au Ministères des Affaires Etrangères, à Belgrade, se trouve la preuve éclatante que MM. Roosevelt et Sumner Welles promirent à la Yougoslavie toute l'aide possible dans le cas où elle se dresserait contre l'Allemagne. Avant le coup d'Etat, M. Fotitsch, Ministre de Yougoslavie à Washington, fut reçu à maintes reprises par M. Roosevelt. La veille du coup d'Etat de Belgrade (27 mars 1941), W. Donovan, qui, entre-temps, était retourné aux Etats-Unis, fit à la radio américaine des déclarations prouvant qu'il était au courant de ce qui allait se passer. Immédiatement après le coup d'Etat, le président Roosevelt envoya un telégramme de félicitations au jeune roi Pierre. Le 1er avril, il fit savoir que l'aide américaine en faveur de la Yougoslavie était déjà en action. Effectivement, neuf bateaux yougoslaves se trouvant dans des ports américains furent chargés de matériel de guerre, mais ils ne partirent jamais ..., la Yougoslavie avant sombré en quelques jours à la suite de l'intervention de l'armée allemande. On pourrait citer encore maints autres exemples de cette chaîne ininterrompue d'immixtions de la diplomatie américaine en Europe, avant et pendant cette guerre.

[2]) Laissons la parole à l'auteur, E. Henry R. Luce: « Le jazz américain, les films d'Hollywood, l'argot américain, les machines et les produits brevetés américains, sont des choses que toutes les communautés du monde,

Si l'action de M. F. Roosevelt, la solidarité anglo-saxonne, l'impérialisme et l'orgueil américain font comprendre dans une large mesure l'attitude des Etats-Unis en face du problème de l'Europe, ils n'expliquent pas tout. Par ses ressources, son activité, sa technique, ses réalisations, le peuple américain, nous l'avons vu, est devenu l'un des premiers du monde. Cependant, les masses ouvrières des Etats-Unis n'ont pas été heureuses. Elles ont souffert dans une large mesure. Le fait paraît paradoxal si l'on songe que la production agricole et minière de la grande république, non seulement satisfaisait la population dans ses besoins essentiels pour toutes les matières premières et les objets manufacturés, mais dépassait encore de beaucoup les besoins de la consommation du pays. Pour citer quelques chiffres, les Etats-Unis produisaient jusqu'à leur entrée en guerre 15,2 % du blé *du monde entier,* 22 % de l'avoine, 18,3 % de la canne à sucre, 28,2 % du tabac, 49 % du coton, 11,7 % de la laine. Dans

---

de Zanzibar à Hambourg, reconnaissent comme leur bien commun... Mais il y a beaucoup plus que cela. *L'Amérique est déjà la capitale intellectuelle, artistique et scientifique du monde.* Les Américains, les Américains du Centre-Ouest sont aujourd'hui les gens les moins provinciaux du monde. Ils ont plus voyagé et ils connaissent mieux le monde que les habitants de n'importe quel autre pays... *Chose plus importante, nous possédons ce signe du chef, indéfinissable, auquel on ne se trompe pas, le prestige. Et, contrairement au prestige de Rome ou de Gengis-Khan ou de l'Angleterre du XIXe siècle, le prestige de l'Amérique dans le monde vient de la confiance qu'on a dans les bonnes intentions du peuple américain tout entier, comme de la confiance qu'on a que son intelligence et sa force finiront par se manifester* ».

Voilà qui n'est pas mal, n'est-ce pas? Mais M. Luce, emporté par le démon de l'enthousiasme, va plus loin. Devant lui se dessine « la vision d'une Amérique faisant bénéficer le monde entier de ses techniques ». Tous ses « maîtres » seront accueillis avec joie. Ils sont appelés à « créer le monde du XXe siècle ». Mieux encore, l'Amérique sera « le bon Samaritain du monde » le « sanctuaire de la justice, de l'amour de la vérité, de l'idéal de charité ». Le sanctuaire, non : plutôt l'« usine génératice » de ces principes, « *qui se répandront par le monde pour accomplir leur oeuvre mystérieuse qui consiste à élever la vie de l'humanité du niveau de la bête au niveau que le Psalmiste dit être un peu au-dessous de celui des Anges* ». En publiant la traduction de ces passages dans *l'Action française,* M. J. Delebecque déclare qu'aucun impérialisme, aucune prétention à la domination mondiale ne se sont manifestés avec autant de cynisme tranquille.

la production minière, 34,2 % de tout le charbon du monde, 60,4 % du pétrole, 29,8 % des phosphates, 38,8 % du fer, 30,6 % du zinc, 32,4 % du cuivre, 81,9 % du soufre, 24,7 % du plomb, 13,7 % de l'or, 27,8 % de l'argent. Les seuls produits qui ne se trouvent pas sur le territoire des Etats-Unis sont le caoutchouc, le jute, le café, le thé, le tungstène, etc. Cette énorme masse de production ne pouvait être matériellement consommée dans le pays. Une notable partie devait être exportée, de même qu'une quantité des articles manufacturés était destinée aux marchés étrangers.

Une situation économique aussi favorable aurait dû, semble-t-il, assurer une prospérité absolue à toute la population. Avant la crise de 1929, il semblait que l'on fût sur cette voie. A cette heure encore, malgré la guerre, une large diffusion des richesses dans le pays reste la caractéristique de la situation. Il existe même de nombreuses personnalités qui possédent des milliards, d'innombrables bourgeois grands et petits qui vivent dans l'opulence, des millions d'ouvriers et employés qui gagnent de hauts salaires et sont dans le bien-être. Mais, en pleine paix, il existait aussi de 12 à 13 millions de chômeurs, qui vivaient non de leur épargne mais de la bienfaisance publique et privée, et d'autres millions de non chômeurs qui ne gagnaient pas suffisamment pour vivre avec un minimum de décence. En définitive, dans aucun pays du monde, il n'existe une telle différence de richesses entre les divers citoyens, puisqu'elle oscille entre la fortune des Rockfeller, des Ford, des Du Pont et la noire misère des *slums* de New-York, Chicago, Cleveland et celle des agriculteurs du Sud et du Sud-uest. Les richesses américaines étaient en somme si mal réparties qu'elles ne parvenaient pas à assurer le bien-être des masses. Chômage, cherté de vie, incertitude de l'avenir. Telle était certainement l'une des raisons profondes de l'agitation ouvrière qui sévissait dans tous les grands centres industriels des Etats-Unis. Ce qui prouve que pour être heureux, il ne suffit pas à un peuple d'être en bonne situation économique ni d'avoir ses coffres-forts remplis de tout l'or du monde.

* * *

Nous ne serions pas complets, enfin, si dans ce bref exposé des causes qui sont à l'origine de la situation présente, nous passions sous silence l'influence du judaïsme sur l'attitude des Etats-Unis. La guerre actuelle, chacun le sait, a un aspect juif qu'on ne peut méconnaître. En raison même des mesures qui ont frappé les communautés israélites, spécialement en Allemagne et en Italie, les Juifs du monde entier se sont rangés du côté de l'Angleterre et militent en sa faveur en ajoutant à cette action un véritable esprit de croisade contre les pays totalitaires. L'action qu'ils déployent dans ce sens aux Etats-Unis mérite d'autant plus d'être soulignée qu'ils constituent dans ce pays une minorité non seulement nombreuse, mais puissante, au point qu'ils tiennent entre leurs mains la grande majorité des leviers de la grande industrie, de la haute banque et même de l'intellectualité américaine. L'esprit de vengeance d'Israël contre l'Europe de l'Axe dispose donc de moyens singulièrement forts et multiples pour pousser les Etats-Unis vers l'intervention. Et cela d'autant plus que les plus éminentes parmi les personnalités juives du Nouveau Monde gravitent autour de la Maison Blanche.

Les archives de l'histoire diplomatique contiennent à cet égard un document précieux. C'est la dépêche envoyée le 12 janvier 1939 par le comte Potocki, ambassadeur de Pologne à Washington, à son gouvernement. Il s'agit donc là de renseignements qui émanent d'un diplomate européen écrivant sous le sceau du secret dans le dessein de renseigner comme il se doit, avec le plus d'exactitude possible, les autorités de son pays. Après avoir parlé d'intellectuels juifs comme Bernard Baruch, Lehmann, gouverneur de l'Etat de New-York, Félix Frankfurter, juge à la Cour suprême, Morgenthau, secrétaire du Trésor, comme étant personnellement liés d'amitié avec M. F. Roosevelt, le comte Potocki poursuit en ces termes: « Ils veulent que le président Roosevelt devienne le protagoniste des Droits de l'homme, de la liberté religieuse et de la liberté de parole. Il doit à l'avenir punir les fauteurs de troubles. Ce groupe de personnes qui occupent les plus hautes situations dans le gouvernement

américain et qui voudraient se faire passer pour les représentants du « vrai américanisme » et pour les « défenseurs de la démocratie », se rattachent au fond, par d'indissolubles liens, à la juiverie internationale. Pour cette Internationale juive qui a surtout en vue les intérêts de sa race, la promotion du président des Etats-Unis à ce poste « idéaliste au possible » de défenseur des Droits de l'homme, a été un coup de génie. Ils ont de cette façon créé un très dangereux foyer de haine et d'hostilité dans cet hémisphère et ont divisé le monde en deux camps ennemis. Tout ce problème est machiné de façon mystérieuse. On a mis à la disposition de M. Roosevelt les éléments fondamentaux qu'il fallait pour assurer la politique extérieure de l'Amérique et aussi créer, en même temps, les stocks militaires énormes à utiliser pour la guerre prochaine à laquelle les Juifs poussent en pleine connaissance de cause.» Tout commentaire diminuerait la portée de ce document.

* * *

Comment, par quels concours de circonstances l'Amérique se trouve-t-elle aujourd'hui en pleine guerre? Etudions les faits. En novembre 1938, l'ambassadeur des Etats-Unis à Berlin est rappelé à Washington et la nouvelle est annoncée de façon ostentatoire par M. F. Roosevelt. Puis, la Maison Blanche s'emploie activement pour obtenir le changement de la loi dite de neutralité qui interdit toute exportation de matériel de guerre aux belligérants quels qu'ils soient. La résistance est des plus sensibles. En juillet 1939, la Commission des Affaires étrangères du Sénat repousse par 12 voix contre 11 une proposition dans ce sens. Le rôle que la politique américaine joue dans les graves décisions de mars et d'avril 1939 à Varsovie, Londres et Paris, est en partie connu grâce à la publication de documents polonais trouvés au Ministère des Affaires étrangères à Varsovie. Nous en savons assez pour affirmer qu'à aucun moment Washington ne prit en mains la cause de la pacification européenne en travaillant à une solution amicale du différend germano-polonais. Aussitôt après le début de la guerre européenne, en

septembre 1939, une proclamation présidentielle annonce au peuple des Etats-Unis qu'il se trouve dans une situation nationale critique *(national emergency).* Puis, la levée de l'embargo sur l'exportation du matériel de guerre à destination des belligérants est obtenue par l'introduction dans la loi de neutralité de la clause *cash and carry* (paye et emporte). Par cette décision qui favorise un groupe d'Etats de notre continent au détriment des autres, les Etats-Unis s'immiscent notamment dans le conflit européen et pèsent directement sur le plateau de la balance. Le voyage de M. Sumner Welles en Europe, en février et mars 1940, n'apporte aucun changement dans la situation. Lors de la grande offensive allemande vers le nord, puis vers l'ouest, Washington se contente d'observer. Une seule décision est prise : celle de bloquer les avoirs français, danois, norvégiens, hollandais et belges. Lorsque le 15 juin, au lendemain même de la prise de Paris, le président du Conseil français, M. Reynaud, demande télégraphiquement de Bordeaux une aide américaine, M. F. Roosevelt se contente de lui donner des assurances pour une augmentation des livraisons américaines *dans le cas où la France continuerait la résistance.* Abandonnée par les Anglais, puis par les Américains — qui cependant n'avaient cessé de lui prêcher un bellicisme des plus ardents contre l'Allemagne et l'Italie — la France dut, quelques heures après l'arrivée du télégramme, demander l'armistice au haut commandement allemand.

Cependant, Washington se remet assez rapidement de ce coup dur. La politique extérieure des Etats-Unis ne s'intéresse plus qu'au sort de l'Angleterre et, en premier lieu, au sort de la flotte britannique. Surtout il ne faut pas que les navires de Sa Majesté tombent entre les mains allemandes. C'est alors que des notes sont échangées entre Londres et Washington au sujet de l'éventuelle prise de possession de la flotte britannique par les Etats-Unis. Il s'agit là des documents les plus étonnants qui aient été échangés entre deux grandes puissances. Ils prouvent la grave situation dans laquelle se trouve l'Angleterre au lendemain de l'invasion de

la France. En Allemagne, on croit à ce sujet que la Grande-Bretagne fut sur le point de capituler au cours de l'été 1940, mais que l'action du Président des Etats-Unis fut telle qu'elle décida Londres à repousser l'offre de paix du Führer et à poursuivre la résistance. L'échange de 50 torpilleurs de la marine des Etats-Unis contre certaines bases britanniques se trouvant dans les eaux américaines — accord qui ne tenait aucun compte des conventions de La Haye ou du fait que le Congrès n'avait nullement été mis au courant — se place au début de septembre 1940.

L'élection du président des Etats-Unis s'approche. Pour éviter d'aller au-devant d'un échec — l'opinion américaine n'était pas encore assez mûre pour donner un appui inconditionné à l'Angleterre — M. F. Roosevelt se présente devant ses compatriotes un rameau d'olivier à la main. Il veut, en effet, séduire le peuple souverain et donne ouvertement la promesse de ne pas faire la guerre. Le 11 septembre 1940, il déclare: *Nous ne participerons pas à des guerres étrangères et nous n'enverrons pas notre armée et notre marine combattre en dehors de l'Amérique, excepté en cas d'attaque* « Vos fils, répète-t-il encore le 31 octobre 1940, ne seront pas envoyés dans des guerres étrangères. » Dans le fond, les élections ont été faites *contre* la guerre. La neutralité des Etats-Unis a été la plate-forme morale et politique de la campagne électorale. Mais en même temps le président insiste sur la nécessité de renforcer la défense nationale américaine. Par une propagande incessante et raffinée pour laquelle le cinéma, la radio et la presse sont mis à contribution, l'opinion publique américaine est travaillée et gagnée en grande partie à une augmentation colossale des armements en vue, dit-on, de protéger les Etats-Unis et d'écarter la guerre. C'est à cette époque, quelques semaines avant la réélection de M. F. Roosevelt, que se place la conclusion du pacte tripartite entre les puissances de l'Axe et le Japon. Désormais, en cas de conflit, les Etats-Unis doivent envisager la lutte sur deux fronts, Atlantique et Pacifique.

Sitôt après sa victoire électorale, M. F. Roosevelt reprend

ouvertement son action en vue d'un appui rapide et total à l'Angleterre. C'est l'époque des succès britanniques en Afrique du nord et de la résistance grecque en Albanie. Le moment est favorable pour entreprendre une croisade nouvelle en faveur des « démocraties menacées ». Fin décembre 1940, un nouveau plan voit le jour, d'après lequel l'Angleterre, et avec elle toutes les démocraties, y compris la Chine, devraient recevoir désormais de la part des Etats-Unis, non seulement un appui sur la base de la clause *cash and carry* contre les puissances autoritaires, mais un secours si possible total. L'Amérique du nord devrait devenir l'arsenal et le grenier des démocraties et sa production tout entière devrait s'adapter à ce but. Les livraisons ne se feraient plus au comptant, mais sur la base d'une nouvelle formule, celle du prêt-bail *(lend lease),* c'est-à-dire *de facto* gratis, le peuple américain supportant tous les frais de cette politique.

Dans une allocution radiodiffusée du 30 décembre 1940, où il déclare entre autres que jamais la civilisation américaine n'a été autant menacée depuis Jamestown et Plymouth Rock, M. F. Roosevelt ne craint pas d'affirmer qu'à ses yeux des forces puissantes se sont associées « contre tous les peuples vivant en liberté » et que l'Amérique ne pourrait pas rester tranquille si les puissances de l'Axe devenaient un jour les voisines des Etats-Unis! « Les peuples qui combattent pour se défendre, ajoute-t-il, ne nous demandent pas de combattre pour eux, ils ne nous demandent que des machines de guerre, des avions, des tanks, des canons et du fret. Nous devons leur livrer des armes rapidement et en quantité suffisante afin que les souffrances que la guerre apporte avec elle nous soient épargnées à nous et à nos enfants. » Cependant le président ajoute expressément qu'il ne peut être question de l'envoi d'un corps d'expédition américain. Quelques jours plus tard, le projet de loi « *act to promote the defence of the United States* » est déposé devant le Congrès. D'après ce document, le président des Etats-Unis doit recevoir les pleins pouvoirs pour appliquer le plan prêt-bail envers tout pays dont la défense ... présente un intérêt pour la défense des

Etats-Unis! Ce projet qui fait fi des dernières apparences de la neutralité américaine est, après de longues discussions, approuvé par le Congrès. S'il y eut quelques critiques, elles furent adressées moins au caractère même de la loi — peu d'Américains eurent le courage de déclarer qu'il ne pouvait être question d'une « menace » italo-allemande contre les Etats-Unis et qu'en agissant de la sorte leur pays se chargeait d'une lourde responsabilité — qu'au fait que M. Roosevelt disposait désormais de moyens dictatoriaux et que le régime démocratique des Etats-Unis se transformait en un « one man's governement », le gouvernement d'un seul homme. La durée de validité de la loi fut limitée à deux ans, c'est-à-dire jusqu'au 1er juillet 1943. Durant les délibérations, diverses modifications furent votées, une entre autres refusant tout convoiement de bateaux de commerce par des navires de la flotte des Etats-Unis, une autre interdisant à tout navire de la flotte d'entrer dans une zone de guerre. L'adjonction de ces amendements est significative en ce sens qu'elle prouve nettement la tendance du Congrès d'éviter encore, si possible, toute entrée en guerre, de rester en somme dans le cadre des méthodes « out of war ».

Dès lors, chaque semaine, chaque jour presque, les mesures provocatrices se succèdent. Les bateaux allemands et italiens sont saisis dans les ports des Etats-Unis. Les bateaux français sont séquestrés. L'attaché militaire italien à Washington est renvoyé. L'autorisation est donnée aux navires de guerre britanniques d'utiliser les chantiers des Etats-Unis pour toute réparation. Les avoirs de l'Axe sont bloqués. Les consulats allemands et italiens aux Etats-Unis reçoivent l'ordre de fermer leurs portes. En même temps, interdiction est faite aux sujets de l'Axe de quitter le sol américain. Cependant, le 27 mai 1941, le président Roosevelt prend de nouveau la parole. Mais une fois de plus, il n'apporte rien de décisif. Il reprend son antienne selon laquelle les puissances de l'Axe menaceraient dangereusement les Etats-Unis, mais une fois de plus, il n'apporte pas l'ombre d'une preuve.

Engagées comme elles le sont dans une lutte à mort contre

l'Angleterre, l'Allemagne et l'Italie ont autre chose à faire que d'entrer en lutte avec le Nouveau Monde. La lecture de la presse allemande et italienne est d'ailleurs significative. A cette époque encore, les journaux de l'Axe évitent tout mot violent, toute provocation à l'égard de la grande république américaine. Ils feignent même d'ignorer beaucoup d'attaques. Toute polémique de presse est évitée. Le mot d'ordre à l'égard des Etats-Unis est de modération. C'est pourquoi il est évident que si M. F. Roosevelt accuse de nouveau Rome et Berlin de préparer une offensive quelconque contre l'Amérique, c'est parce que cette imputation lui est nécessaire pour étayer sa politique d'intervention qui autrement manquerait de toute base solide. Au surplus le président des Etats-Unis proclame une fois de plus *l'état d'urgence nationale*. A tout prix, il tient à créer dans son pays un état d'esprit de mobilisation générale et accentue la marche du monde vers une guerre de continents.

En juillet 1941, des garnisons américaines relèvent en Islande les contingents britanniques qui y avaient débarqué l'année précédente. Le prétexte invoqué est que cette île est indispensable à la sécurité des Etats-Unis. En fait, il s'agit d'une nouvelle tentative de provoquer des incidents, en même temps qu'un pas de plus pour entraîner le peuple américain dans la guerre. Car l'histoire a toujours rattaché l'Islande à l'Europe. L'envoi de troupes américaines dans l'île danoise n'est donc rien d'autre qu'un acte d'agression des Etats-Unis contre le complexe européen, en même temps qu'un nouveau témoignage de l'esprit anti-européen de l'Angleterre, qui, de ses propres mains, ouvre les portes de l'Europe à l'impérialisme américain.

Un mois plus tard, MM. Roosevelt et Churchill se rencontrent à bord du cuirassé britannique *Prince of Wales,* et élaborent une déclaration[3]) qui expose certains principes communs de la politique de l'Amérique et de l'Angleterre

[3]) Voici cette déclaration, appelée depuis Charte de l'Atlantique: « Le président des Etats-Unis et M. Churchill, premier ministre, représentant le gouvernement de Sa Majesté, dans le Royaume-Uni, s'étant rencontrés,

sur lesquels les deux hommes d'Etat « fondent leurs espoir d'un avenir mondial meilleur ».[3]) Ainsi, sans que les Etats-Unis participent encore à la guerre, l'aide qu'ils accordent au Royaume Uni est déjà telle que leur président — fait sans précédent dans l'histoire — n'hésite pas à mettre sa signature à côté de celle d'un belligérant pour préciser les principes fondamentaux de la paix à réaliser. Disons d'abord que ces principes rappellent singulièrement ceux des quatorze points du président Wilson qui conduisirent l'Europe à faire, pendant plus de vingt ans, de si décevantes et cruelles expériences sous les auspices d'une Société des Nations qui a sombré finalement dans l'impuissance de l'abandon. Rien dans les

---

jugent à propos de faire connaître certains principes communs dans les politiques nationales de leurs pays respectifs sur lesquels ils fondent leur espoir d'un avenir mondial meilleur :

1° Leurs pays ne recherchent aucun agrandissement territorial, ni autre.

2° Ils ne désirent voir aucun changement territorial qui ne s'accorde pas avec les désirs librement exprimés des peuples intéressés.

3° Ils *respectent le droit de tous les peuples de choisir la forme de gouvernement sous laquelle ils vivront et ils désirent voir* les droits souverains de self government rendus à ceux qui en ont été privés par la force.

4° Tout en tenant compte de leurs obligations existantes, ils s'efforceront *de favoriser pour tous les Etats, grands ou petits, vainqueurs ou vaincus, l'accès sur un pied d'égalité au commerce* et aux matières premières du monde. dont ils ont besoin pour leur prospérité économique.

5° Ils désirent amener la collaboration la plus entière entre les nations dans le domaine économique, en vue d'assurer pour tous des conditions de travail améliorées. de progrès économique et de sécurité sociale.

6° Après la destruction finale de la tyrannie nazie, ils espèrent voir la paix s'établir, paix qui fournira à toutes les nations les moyens de vivre en sécurité à l'intérieur de leurs propres frontières et qui apportera l'assurance que tous les hommes. dans tous les pays, pourront vivre leur vie à l'abri de la crainte et du besoin.

7° Une telle paix devrait permettre à tous les hommes de traverser les hautes mers et les océans sans entrave.

8° Ils croient que toutes les nations du monde, pour des raisons réalistes aussi bien que spirituelles, doivent en venir à l'abandon de l'emploi de la force. Puisqu'aucune paix future ne peut être maintenue si les armements terrestres, maritimes ou aéronautiques continuent d'être employés par les nations qui menacent ou pourraient menacer les autres d'agression, ils croient qu'en attendant l'établissement d'un système permanent et plus large de sécurité générale, le désarmement de ces nations est essentiel. De même. ils aideront et encourageront toutes les autres mesures possibles qui allégeront les peuples amis de la paix du fardeau écrasant des armements.»

huit points nouveaux ne diffère de ce que l'on envisageait en 1919. Aucune nouveauté. Ce sont encore les mêmes formules vagues sur le sens et la portée desquels il siérait avant tout de se mettre d'accord. Le tout est d'ailleurs subordonné à la continuation jusqu'au bout de la guerre actuelle. Les paragraphes 1 et 2 contiennent l'affirmation habituelle de ne pas désirer de nouveaux agrandissements ni « aucun changement territorial qui ne s'accorde pas avec les désirs librement exprimés des peuples intéressés ». Or, quand deux peuples ont établi leur domination directe sur la moitié du monde, et leur domination indirecte sur l'autre moitié, ils ne peuvent déclarer qu'ils ne désirent plus d'autres territoires sans susciter à la fois sourire et dédain.[4]) La faiblesse fondamentale du document est d'ailleurs attestée par la flagrante contradiction qui existe entre le paragraphe 3 et le paragraphe 6 : le paragraphe 3, en effet, reconnaît à tous les peuples le droit de choisir la forme de gouvernement qu'ils préfèrent (exemple, la Palestine, l'Inde etc.!), tandis que le paragraphe 6 parle de la destruction implacable du régime hitlérien. Le paragraphe 4 (accès sur pied d'égalité au commerce et aux matières premières du monde) n'est autre que la synthèse de toutes les réclamations et pressions faites par les peuples mal pourvus, de 1919 à 1939, pour obtenir, sans avoir besoin de prendre les armes, une distribution moins inégale et plus juste des richesses mondiales. On sait cependant ce que furent les accords d'Ottawa et la politique douanière des Etats-Unis : accès libre aux matières premières, mais avec de l'or, des livres sterlings, des dollars ... Et si certains pays, pauvres et surpeuplés, ne possèdent ni ce métal, ni ces devises? Le président Wilson promettait aussi l'égalité du commerce international, mais cette fois-ci le nombre des ingénus à diminué et ils ne tomberont plus dans le filet où l'on voudrait les attirer. Le paragraphe 7 préconise la « liberté des mers », alors que cette liberté maritime est systématiquement violée

---

[4]) Au demeurant, depuis cette proclamation, les troupes britanniques se sont installées en Iran sans que le « peuple intéressé », en ait exprimé le désir.

depuis que l'Angleterre, arbitre de la navigation depuis des siècles, a disposé de toutes les bases principales du monde. Liberté des mers, ... c'est le système des navycerts, le blocus des neutres et le contrôle de la navigation sous les canons des cuirassés anglo-saxons, c'est le loup garantissant la liberté des brebis ! Le paragraphe 8 affuble de nouveaux oripeaux la vieille utopie du désarmement général.

En définitive, toute cette littérature n'est que propagande. C'est le miroir aux alouettes. Il suffit d'ailleurs de se rappeler les réactions que les huit points ont suscitées dans les pays en guerre pour être certain qu'ils ne sont pas de nature à constituer la moindre base de négociation et d'accord. Au reste, tout laisse entendre que le but ne fut pas celui-là. Les huit points ont été vraisemblablement tracés par M. Roosevelt et proclamés à l'usage des Américains. Ce fut là un nouveau pas du président des Etats-Unis en vue d'entraîner son pays vers l'entreprise désirée, vaincre le trouble des hésitations suprêmes et répandre chez le peuple américain la conviction de prendre part à une guerre désintéressée, humanitaire, pacifiste même, en tout cas noble et généreuse.

Déjà, sous la haute direction de M. F. Roosevelt, les Etats-Unis sont allés si loin qu'ils ne peuvent guère revenir en arrière. Tout est à la merci du moindre incident. En septembre 1941, à la suite de divers incidents navals, le président annonce que la marine de guerre a été autorisée à employer tous les moyens de protection des navires de commerce, y compris celui du convoiement, pour assurer l'arrivée à bon port du matériel de guerre destiné à la Grande-Bretagne. Il y a là une méthode si nouvelle qu'il est difficile de se rendre compte dans quelle mesure elle peut être appliquée dans le cadre de la neutralité américaine. Cependant, M. Franklin Roosevelt ne s'arrête pas là.

Chaque jour, toute son action paraît tendre à provoquer à tout prix un incident de guerre. En octobre, il annonce avoir donné à la marine américaine l'ordre de tirer sur les navires de l'Axe dès qu'ils seront en vue. C'est-à-dire qu'il agit comme s'il ignorait que, d'après les lois maritimes du

monde entier, un neutre ne peut se permettre de forcer, sinon à ses risques et périls, le blocus établi par un belligérant le long des rivages d'un autre belligérant. C'est pourquoi, depuis longtemps déjà, le Führer a fait savoir que « tout ce qui se rend en Angleterre et porte un canon à bord sera torpillé » Dès lors, les hostilités sur mer vont devenir régulières, puisque, du côté allemand, on est décidé à couler tout navire qui s'approcherait de l'Angleterre, et que du côté américain, on est résolu à forcer le blocus avec des bateaux marchands munis de canons et qui seront convoyés par des unités de la flotte.

Quoi qu'il en soit, la situation est devenue telle que l'abrogation de la loi de neutralité s'impose pour adapter la politique de M. Roosevelt aux conditions de la stricte légalité intérieure américaine. Le 14 novembre 1941, le Congrès se prononce par 212 voix contre 194 — c'est-à-dire avec 18 voix de majorité — pour la suppression de cette loi. Dès lors, les Etats-Unis sont terriblement engagés. Leur prestige est en jeu. Déjà, leur attitude n'est plus neutre. Ce n'est même plus de la non-belligérance, cette position flottante qu'aucun droit n'a jamais déterminé, ni précisé, et qui est à mi-chemin entre la neutralité et la belligérance. C'est déjà une intervention potentielle, et si la guerre n'a pas encore éclaté, ce n'est pas parce que M. Roosevelt ne l'a pas voulu, c'est parce que les puissances européennes en cause n'ont pas encore voulu relever le gant. Telle est la situation au début de décembre 1941.

* * *

Comme on le voit, le gouvernement des Etats-Unis s'est mis lui-même à la tête du courant d'intervention américaine dans la guerre européenne. Selon son point de vue, le sort de la démocratie est en cause. Partie à l'avant-garde, l'Angleterre combat pour les principes démocratiques! Il faut la soutenir coûte que coûte. Il s'agit de la liberté du monde. Les puissances de l'Axe ont un appétit démesuré. Elles veulent dominer l'univers. Avec l'Allemagne et l'Italie, aucune paix équitable n'est possible. L'Amérique est avertie. La guerre

s'approche de l'hémisphère occidental. Les Etats-Unis sont menacés. Jamais ils n'accepteront un monde dominé par le fascisme. C'est pourquoi, tout en appuyant l'Angleterre, ils doivent augmenter leurs forces de manière à faire face à toutes les nécessités et, demain, faire la guerre s'il le faut ... Or, la puissance de la propagande de presse, de la radio et du cinéma aux Etats-Unis est à ce point énorme qu'on ne peut s'étonner de la voir façonner les esprits comme le sculpteur modèle la terre glaise. Il est donc compréhensible qu'un courant plus ou moins profond finira par adapter sa vision au prisme rooseveltien. Cependant, consacrée avant tout à son travail, à ses affaires, la grosse masse du peuple américain est pacifiste et isolationniste. Malgré le pouvoir naturel qu'a sur lui l'idée impérialiste, l'Américain du nord ne tient pas à se mêler des affaires d'autrui. Il a horreur des complications internationales qui ne le concernent pas directement, et qui lui imposent des dépenses énormes et des risques. Il n'a pas oublié non plus l'origine européenne de ses ancêtres et sait qu'il est la chair de notre chair. C'est pourquoi, malgré les moyens puissants dont dispose Washington, l'opinion publique de la grande république américaine est profondément divisée. En face du courant interventionniste, un autre, isolationniste, se prononce contre toute intervention directe de l'Amérique dans la guerre. Il est symptomatique, par exemple, qu'au moment même où M. F. Roosevelt proclame la patrie en danger, des ouvriers, par centaines de milliers à la fois, se mettent en grève dans les centres industriels les plus importants des Etats-Unis pour demander ... des augmentations de salaire ! Qu'il y ait eu dans cette agitation un aspect de lutte marxiste anticapitaliste, nous en convenons. Mais tout prouve aussi que cette réaction sociale a traduit également, d'une part une absence complète de fièvre guerrière dans les masses ouvrières des Etats-Unis, de l'autre l'incompréhension la plus totale des prolétaires américains à l'égard des mobiles qui ont animé le plus haut magistrat des Etats-Unis.

En réalité, il s'agit d'une immense tragédie. Devant le

problème posé par la guerre européenne, l'Amérique n'a pas été unie. Ce ne sont pas seulement les ouvriers qui ont montré que leurs tendances ne sont point celles de la Maison Blanche, ce sont aussi les meilleurs éléments du pays qui ont manifesté leur désapprobation. C'est d'abord un homme de grande autorité, qui connaît bien les choses européennes, l'ancien président des Etats-Unis, M. Hoover, qui occupa sa charge pendant une période délicate de l'après-guerre. Son opinion est donc d'un grand poids et sa prise de position est de nature à faire réfléchir tous les Américains qui réussissent à échapper à l'influence de la propagande officielle. Dans un de ses discours, M. Hoover arappelé entre autres que M. F. Roosevelt, durant la campagne électorale, n'a parlé d'intervention américaine que pour l'exclure et a formellement déclaré que s'il était réélu, il tiendrait les Etats-Unis à l'écart de la guerre. Aujourd'hui, par contre, dans l'affaire du ravitaillement de la Grande-Bretagne et de la protection des transports, le pays est porté peu à peu, malgré lui, à participer à une prise de position qui constitue une véritable provocation pour les pays de l'Axe. Les promesses électorales ne sont pas tenues, et l'on va au-devant d'incidents qui mettront le peuple américain dans une situation qu'il ne voulait pas, qu'il ne veut pas. Enfin, a conclu M. Hoover, si les Etats-Unis entrent en guerre, ils ne disposent nullement de moyens suffisants pour remporter les succès nécessaires pour empêcher la catastrophe.

C'est M. Kennedy, ancien ambassadeur des Etats-Unis à Londres, qui s'est rangé aux côtés de M. Hoover en se fondant d'un côté sur les intérêts nationaux américains et de l'autre sur les réalités de la situation.

C'est le sénateur Wheeler qui, à maintes reprises, a courageusement pris à partie les bellicistes de Washington, en particulier MM. Knox et Stimson, et a condamné leurs « agitations ». A son tour, il a rappelé l'engagement présidentiel de maintenir le pays en dehors de la guerre, d'une guerre non voulue par le peuple américain. A son point de vue, également, il est puéril de parler du danger d'une menace

étrangère contre l'Amérique. Les Etats-Unis n'ont rien à craindre de l'Europe et encore moins d'être envahis.

C'est le sénateur Nye qui, faisant allusion à l'activité belliciste que M. Bullitt a naguère déployée à Paris, s'écrie:

«Il devient chaque jour plus évident que des personnalités responsables et acceptées comme les porte-parole de notre gouvernement ont joué un rôle d'excitateurs en Europe. Ces hommes ont aidé à conduire des pays à leur mort en leur promettant une aide que nous ne pouvions leur donner et en les menaçant de l'inimitié américaine s'ils ne faisaient pas la guerre.»

C'est — j'en passe et des meilleurs — le colonel Lindbergh, le célèbre aviateur, qui, dans un élan personnel et généreux, n'a pas craint de braver toute l'autorité de M. F. Roosevelt avec le seul prestige de son immense popularité. A son avis (voir la revue *Colliers),* les Etats-Unis sont entraînés à la guerre par les moyens les plus perfides, et cela contre la volonté de la grande majorité du peuple américain, majorité qui peut être calculée de 80 à 90% des habitants de la Confédération. Parlant devant la Commission des Affaires étrangères du Sénat, le colonel Lindbergh s'est exprimé comme suit : « La politique actuelle du gouvernement américain signifie l'abandon d'une position défensive idéale pour assumer une attitude offensive contre l'Europe. Je suis opposé à l'entrée des Etats-Unis dans la guerre européenne en toutes circonstances. Le gouvernement de Washington fonde sa politique sur le point de vue que l'Angleterre gagnera la guerre. *Personnellement je doute que l'Angleterre puisse être victorieuse dans ce conflit. Et si elle ne l'est pas, c'est nous qui serons responsables devant l'histoire de l'avoir prolongé en vain et d'avoir augmenté les pertes de vies humaines et les destructions en Europe ...*

Dans une manifestation organisée par le Comité « Amérique d'abord » Lindbergh a exposé en outre — prophétiquement — que *les Etats-Unis eux-mêmes n'étaient pas militairement en mesure de participer à la guerre avec des chances sérieuses de victoire.* Les Etats-Unis ne sont pas mieux préparés à faire la guerre aujourd'hui que ne l'était la France en 1939. Ce-

pendant, a-t-il poursuivi, l'Angleterre n'en envisage pas moins comme dernière planche de salut d'inciter l'Amérique à envoyer en Europe, comme en 1917, un corps expéditionnaire. Mais chacun sait que le gouvernement de Londres, de la Pologne à la Grèce, a entraîné à la guerre de nombreux pays sans pouvoir jamais, malgré toutes les promesses faites, leur porter le moindre secours véritable. Toutes les nations ont été mal renseignées sur les forces réelles de l'Angleterre. De même l'Angleterre a mal informé les Etats-Unis. En temps de guerre, la vérité est remplacée par la propagande ... Le colonel Lindbergh posa ensuite la question de savoir où les Etats-Unis enverraient leur armée dans le cas où ils en posséderaient une bien équipée et entraînée. Même si l'Amérique retirait sa flotte du Pacifique pour l'employer au service des convois, elle ne pourrait pas gagner la guerre pour l'Angleterre. Quant à l'armée, elle est loin d'être prête et bien instruite. Les interventionnistes qualifient ceux qui soulignent ouvertement ces faits de traîtres et de défaitistes qui minent les démocraties et favorisent l'ennemi. La vérité est que c'est l'action des interventionnistes qui produit cet effet. Les véritables fossoyeurs de la démocratie en Europe sont les interventionnistes qui veulent précipiter le peuple dans la guerre sans préparation véritable. Ce sont ceux qui, de la Pologne à la Grèce, se sont toujours trompés dans leurs prédictions. Leur politique n'a été qu'une suite d'échecs ... Le colonel Lindbergh plaida enfin pour le retour des Etats-Unis à la politique de Georges Washington et à la doctrine de Monroë. Il ne s'agit pas de pratiquer une politique d'isolement, mais d'indépendance. Les Américains n'ont rien à faire en Europe. Même aujourd'hui où les Etats-Unis ne sont nullement prêts à entrer en guerre, aucune puissance étrangère n'est en état de les envahir. L'Amérique peut sans peine se tenir à l'écart de la guerre. Plus de cent millions d'Américains sont contre toute participation à ce conflit. Si les Etats-Unis ne se souciaient que de leur propre armement, aucune nation ne les attaquerait. C'est une minorité qui pousse l'Amérique dans la guerre. Dans sa conclusion, le

colonel demanda au peuple américain de faire bloc pour détourner Washington de cette guerre. C'est la volonté de la majorité des habitants du pays. L'heure est venue d'agir...

Le 31 mai encore, dans une nouvelle manifestation du Comité « Amérique d'abord », Lindbergh a de nouveau pris la parole: «Si, déclara-t-il, les Etats-Unis tentaient de suivre la politique préconisée le 28 mai par le président Roosevelt nous déclencherions une guerre de continents qui pourrait durer plusieurs générations. M. Roosevelt prétend que M. Hitler désire dominer le monde, mais c'est lui, M. Roosevelt, qui cherche à dominer le monde lorsqu'il veut mêler les Etats-Unis à la guerre d'Europe et d'Asie et de la côte africaine.[5])»

Au mois de novembre 1941 encore, Lindbergh a parlé devant une immense réunion organisée de nouveau par le comité « Amérique d'abord ». Une fois de plus, il a accusé le président Roosevelt d'avoir trompé le peuple américain dans la présentation de la politique étrangère, et il a accusé le gouvernement « d'avoir, avec une certaine ingéniosité, poussé les Etats-Unis dans la zone de guerre allemande, pour affirmer ensuite que la nation était victime d'attaques non provoquées ».

Le colonel Lindbergh a fait preuve d'un courage remarquable et d'une grande liberté d'esprit. Il méritait d'autant plus d'être écouté qu'il a parcouru seul, mètre par mètre, les cinq mille marins qui séparent l'Amérique de l'Europe. Il avait mesuré la grandeur de l'Atlantique et avait compris l'absurdité d'une guerre entre les deux continents blancs. C'est pourquoi il protestait avec force contre l'impérialisme mégalomane de certains de ses compatriotes, contre l'utopie ridicule d'une hégémonie mondiale américaine aux frais de l'Ancien Monde.

---

[5]) Dans un discours, prononcé le 28 mai 1941, M. F. Roosevelt a en effet affirmé que la menace allemande ne s'étend pas seulement à l'Afrique du nord française et à l'extrémité occidentale de la Méditerranée, « mais également à la forteresse de l'Atlantique qu'est Dakar et aux îles qui constituent des postes avancés vers le Nouveau Monde, des Açores aux îles du Cap Vert... »

De toute façon, la prise de position des hommes éminents que nous venons de citer prouve que, devant la guerre, l'Amérique a été loin d'être unie.[6]) Un désaccord profond a divisé le pays. Il y avait là l'indice d'une crise morale et politique d'autant plus délicate et menaçante qu'aucun peuple ne peut choisir avec chance de succès la route terrible de la guerre lorsque l'âme nationale n'est pas unanime.

* * *

Au petit jour, le 7 décembre 1941, des avions japonais apparaissent dans le ciel de Pearl Harbour, la grande base des Etats-Unis, aux îles Hawaï. A coups de bombes, ils endommagent les terrains d'atterrissage et hangars de l'aviation et, avec l'appui de quelques sous-marins, coulent une part importante de la flotte américaine ... C'est la guerre. Dans le monde entier, la stupéfaction est profonde. Alors que le conflit paraissait inévitable d'un jour à l'autre dans l'Atlantique, le voilà qui éclate soudainement dans le Pacifique. Malgré les leçons de l'expérience, le gouvernement des Etats-Unis s'est laissé surprendre. Il savait cependant que les Japonais cherchaient depuis longtemps à se soustraire à l'étranglement économique auquel ils étaient soumis, et à liquider leur conflit avec la Chine. Mais Washington croyait fermement que la guerre dans le Pacifique pourrait être évitée aussi longtemps que l'empire du Soleil Levant serait handicapé par sa situation économique et que durerait la guerre nippo-chinoise. Persuadé de la justesse de ce raisonnement, Washington continuait de soumettre le Japon à une double pression économique et financière et à prêter à Tchang-Kai-Tchek toute l'aide matérielle dont il avait besoin pour poursuivre la lutte. D'abord la guerre avec l'Axe, puis, dans un second temps, si elle est nécessaire, celle d'Extrême-Orient : telle semble être la tactique de Washington. C'est

---

[6]) De nombreux journaux se sont également élevés avec force contre le bellicisme rooseveltien. Lors de l'abrogation de la loi de neutralité, le *Chicago Tribune*, après avoir déclaré que cet acte équivalait à la condamnation à mort de nombreux fils des Etats-Unis, ajouta: « Des milliers et des milliers de travailleurs seront sacrifiés pour faire plaisir aux seigneurs de Park Avenue et de Wall Street ».

dans ces circonstances que les Japonais déclenchèrent leur attaque. Ils n'ont pas voulu se laisser lentement asphyxier et abandonner aux Anglo-Saxons le choix du moment pour déclarer la guerre.

La stupéfaction mondiale n'a guère été compréhensible. Pouvait-on s'étonner du fait que le Japon frappât finalement avec force? Pouvait-on être surpris qu'après presque un demi-siècle d'immixtion américaine ininterrompue en Extrême-Orient, après la politique hostile, agressive, provocante des Etats-Unis à l'égard de la puissance dirigeante en Asie orientale, après un encerclement économique manifeste, la patience du Japon fût à bout? Qui donc a menacé, provoqué? Le Japon s'est-il introduit dans l'espace vital américain ou bien les Etats-Unis se sont-ils mêlés à des affaires asiatiques? Est-ce le Japon qui a menacé l'existence des Etats-Unis? Ou bien les Etats-Unis ont-ils développé une politique menaçant l'existence du Japon?

* * *

Les rapports entre les Etats-Unis et le Japon remplissent une période qui s'étend à peu près sur une centaine d'années. C'est en 1853, en effet, que le commodore Perry, avec son escadre, imposa au Japon, qui vivait tranquillement dans son île, le régime de la «porte ouverte» au commerce étranger. En 1897, les Etats-Unis mettent la main sur les îles Hawaï dans le Pacifique. En 1898, à la fin de la guerre avec l'Espagne, ils s'emparent de Guam et des Philippines et s'établissent de ce fait dans le Pacifique occidental. Puis ils demandent et obtiennent l'égalité économique de toutes les nations commerçant en Chine sur la base du principe de l'intégrité territoriale de ce pays. Qu'auraient dit cependant les Etats-Unis, si le Japon ou toute autre puissance avait émis une prétention analogue concernant l'intégrité territoriale d'un Etat de l'hémisphère occidental, du Mexique par exemple?

Théodore Roosevelt se rendit compte cependant qu'en poursuivant obstinément cette politique *to sustain China,* d'appuyer la Chine, les Etats-Unis marcheraient inévitablement, tôt ou tard, vers un conflit avec le Japon. Mais il

ne put se décider à donner à la politique de la Maison Blanche le coup de gouvernail nécessaire. C'est ainsi qu'en 1904, durant le conflit du Japon avec la Russie, il exigea par note que les belligérants respectassent non seulement la neutralité, mais l'unité (exactement *l'administrative entity*) de la Chine. Ce qui ne l'empêcha pas toutefois de s'incliner devant le fait accompli, lorsque le traité de Portsmouth (1905) reconnut les intérêts spéciaux du Japon en Corée et en Mandchourie. La question de l'émigration des travailleurs japonais aux Etats-Unis se posa dès l'année suivante. Depuis longtemps en effet, en raison même de l'augmentation incessante de sa population[7]), le Japon se voyait forcé de faciliter l'exode de ses fils. Nombre d'entre eux, traversant le Pacifique, allaient s'installer dans les Etats occidentaux des Etats-Unis, notamment en Californie. Certes, on pouvait comprendre que les Etats-Unis cherchassent à se protéger contre une invasion trop considérable de gens de race jaune. Mais la forme que prit cette attitude fut si brutale et à ce point outrageante pour l'empire du Soleil Levant que le peuple japonais se sentit profondément blessé et que les relations nippo-américaines en subirent un contre-coup des plus sensibles. C'est à cette époque que la flotte américaine, dans son fameux voyage autour du monde, s'arrêta en premier lieu dans les ports du Japon. D'après les journaux de San-Francisco, il s'agissait d'impressionner les « little Japs » avec les gros canons des cuirassés américains. On s'imagine la réaction du peuple japonais devant cette tentative d'intimidation. Dans la suite, après avoir utilisé le vinaigre, on employa le miel. En novembre 1908, un traité fut conclu avec le Japon sur la base du « maintien du statu quo dans l'océan Pacifique », formule que Tokio interpréta naturellement comme une reconnaissance de ses positions en Corée et en

---

[7]) Sur une superficie de 382.500 km² (inférieure à celle de la France) vivent dans le Japon d'aujourd'hui 72 millions d'êtres humains, ce qui porte la densité à 186 personnes au kilomètre carré. Relevons, à titre de comparaison que la densité des Etats-Unis est de 13 au kilomètre carré. Avec la Corée et Formose, l'empire du Mikado atteint plus de 100 millions d'âmes.

Mandchourie. Washington y voyait surtout la consécration de la «porte ouverte» en Chine et de l'intégrité territoriale de ce pays. Mais voici qu'en 1909 le gouvernement des Etats-Unis émet la prétention de placer les chemins de fer de Mandchourie — c'est à dire du pays que les Japonais avaient conquis en 1905, puis développé économiquement en tous domaines — sous un contrôle international ! Le Japon repoussa ce dessein avec force et succès. La première guerre mondiale, dès 1914, créa en Extrême-Orient une nouvelle situation. Le gouvernement japonais ayant adressé, le 21 janvier 1915, au gouvernement chinois une liste de réclamations, la Maison Blanche fit aussitôt savoir qu'elle ne reconnaîtrait entre le Japon et la Chine aucune entente qui porterait atteinte aux principes de l'intégrité politique et territoriale de la Chine ou au principe de la porte ouverte. Mais ce fut un coup d'épée dans l'eau, car Tokio et Pékin signèrent une série d'accords qui consolidèrent la position du Japon dans la Mandchourie du sud, ainsi qu'en Mongolie.

Toutefois, lors de la révolution russe (1917), Washington sentit le besoin de se rapprocher de Tokio. Un accord (Lansing-Tshii) confirma le principe de l'intégrité territoriale et de la porte ouverte en Chine, tout en reconnaissant cependant au Japon qu'il possédait dans ce pays des *special interests*. C'était là un progrès. Mais l'accord souleva maintes difficultés d'interprétation. A aucun moment les Etats-Unis ne se départirent de leur méfiance. En toute occasion, ils poursuivirent leur politique de chicane. Cette attitude fut maintenue durant les pourparlers de paix, à Versailles. Le président Wilson, il est vrai, accepta que les droits de l'Allemagne dans la province du Chan-Tung fussent transférés aux Japonais, mais à la condition que plus tard ces droits revinssent à la Chine. En 1922, en effet, les dernières troupes japonaises durent quitter la province. A relever encore que les discours prononcés au Congrès américain au sujet du traité de Versailles montrèrent une fois de plus l'aversion des Etats-Unis contre le Japon. On sait d'ailleurs que, lorsque le principe de « l'égalité de toutes les nations »

sur la base de leur nationalité et de leur race fut proposé par une motion du Japon, le premier ministre australien Hughes et ses collègues britanniques s'élevèrent contre cette proposition, tandis que le président Wilson qui dirigeait les débats faisait pencher la balance contre le Japon.

Tout accroissement de la puissance japonaise eut comme contre-partie une hostilité toujours plus déclarée de la part des Etats-Unis. Lors de la Conférence de Washington (12 novembre - 6 février 1922), le but principal des Etats-Unis est, sous le prétexte du désarmement et du maintien de la paix, d'arracher au Japon les positions qu'il a conquises en Chine durant les dix dernières années. Le fait est que l'accord Lansig-Tshii fut dénoncé par une simple déclaration du secrétaire d'Etat Hughes : acte extrêmement inamical qui contribua à augmenter dans une large mesure le *dissidio* entre les deux pays. Les années suivantes n'apportèrent aucune amélioration aux rapports américano-japonais. En 1924, l'immigration des Japonais aux Etats-Unis fut expressément et définitivement interdite par une loi américaine. Cette prise de position, de même que les commentaires qu'elle suscita dans la presse américaine et les débats du Congrès qui l'accompagnèrent, furent ressentis par la nation japonaise unanime comme une véritable offense. Le gouvernement de Tokio continua cependant de s'en tenir à sa politique toujours mesurée et patiente. Le Chan-Tung et la Sibérie orientale furent évacués sans incident, les accords de la conférence de Washington exécutés sans murmure et l'immigration aux Etats-Unis fut suspendue. Cependant, cette attitude passive mit le Japon dans une situation toujours plus difficile. De 1923 à 1931, le commerce extérieur japonais passa de 3.352 millions à 2.318 millions de yens. C'est à dire que la tentative d'assurer l'existence de la population japonaise toujours croissante par le renforcement et l'augmentation du commerce extérieur échoua. Quoi qu'il en soit, le Japon en arriva à la conviction que son attitude passive ne faisait qu'aggraver la situation. C'est pourquoi, dès l'automme 1931, sa politique extérieure prend un tour

nouveau, actif et dynamique. Cependant, elle ne s'en prend nullement, à l'origine, aux puissances anglo-saxonnes. Elle se limite à la Chine. Elle aurait donc fort bien pu aboutir à un conflit avec l'Angleterre et les Etats-Unis. Bref, en septembre 1931, en raison même du chaos qui régnait en Mandchourie, le Japon se décide à occuper cette contrée. Aussitôt les Etats-Unis de discuter la légalité de l'action japonaise et de déclarer que jamais ils ne reconnaîtront un règlement quelconque entre Pékin et Tokio. Mais, jugeant que les accords concernant la Chine ne pouvaient plus être appliqués en raison même de la situation intérieure de ce pays, les Japonais passèrent outre à tout avertissement et menace. Cependant, les Etats-Unis réussirent à alerter la S.D.N. A la prise de position du grand sanhédrin de Genève, le Japon répondit (mars 1933) en sortant de la Ligue. On pouvait se demander alors si les Etats-Unis, dans leur passion anti-japonaise, n'allaient pas courir le risque de se dresser, eux seuls, contre la première puissance militaire de l'Extrême-Orient. Mais ni le gouvernement ni le peuple américains n'étaient prêts.

Lorsque, à la même époque, M. F. Roosevelt prend le pouvoir, la situation est telle qu'il ne peut plus être question pour les Etats-Unis de persévérer dans cette politique, du moins dans la forme suivie jusqu'à ce jour. Le gouvernement américain battit donc en retraite en se contentant d'adopter dans la question de Mandchourie le principe de la *non-reconnaissance.* Le Japon put, de la sorte, persévérer dans son action. Sa prise de position, basée sur une sorte de doctrine de Monroë pour l'Asie orientale, n'en suscita pas moins une série de réactions de plus en plus nettes. Le président Roosevelt choisit comme parade initiale un acte dirigé en premier lieu contre le Japon: la reconnaissance diplomatique des Soviets. Puis les constructions maritimes de guerre furent activées. Dès lors, les actes se succèdent à une allure de plus en plus rapide, à mesure que le conflit sino-japonais prend de l'extension. En toute occasion, le président des Etats-Unis suit une ligne manifestement anti-japonaise. Tel

est le cas dans son discours du 5 octobre 1937 à Chicago. Tel est le cas dans toutes les directives données à la presse, à la radio, au cinéma, en un mot à la propagande américaine, durant la campagne de Chine. Rien ne fut négligé pour diffuser dans le peuple américain tout entier une solide haine antijaponaise. Dès le début de 1938, la situation devint de plus en plus claire. Un premier crédit de 25 millions de dollars est ouvert par Washington en faveur du gouvernement de Tchang-Kai-Tchek. Il suffit, dès cette époque, de lire les discours et déclarations de M. F. Roosevelt et de ses ministres pendant les années 1939, 1940 et 1941, de suivre leurs actes de politique extérieure et d'étudier la musique d'accompagnement jouée durant les mêmes années par la presse, la radio et le film américains, pour reconnaître comment, pas à pas, minute après minute, le peuple américain fut aiguillonné, excité, monté non seulement contre les régimes autoritaires européens, comme nous l'avons vu, mais contre le Japon. Il n'est poutant pas vraisemblable que le responsable de cette politique ait cherché à tout prix la guerre contre le Japon. Sans doute croyait-il, par cette attitude menaçante, pouvoir effrayer les hommes d'Etat de Tokio, de façon que le Japon restât tranquille jusqu'à ce que les puissances de l'Axe fussent vaincues. Ensuite, espérait-on à Washington et à Londres, rien ne sera plus aisé que de terrasser le Japon.

Telle fut la dernière phase de la politique américaine contre le Japon. Elle commença en été 1939 par un coup de cymbale retentissant. Washington dénonça, le 26 juin de cette année, *ex abrupto,* le traité d'amitié et de commerce américano-japonais. Il s'agissait cependant d'un moment où les exportations américaines vers le Japon battaient son plein. Mais Washington était avant tout désireux, d'un côté d'intimider Tokio, d'entraver la campagne de Chine, de l'autre de renforcer l'Angleterre et de donner l'impression à Moscou (nous sommes en juin 1939) que les Etats-Unis prenaient fermement position contre les Etats autoritaires. L'effet fut très profond à Tokio. Le gouvernement japonais fit savoir dès le lendemain que personne, dans l'empire du

Mikado, n'ignorait la signification de cet acte qui avait d'autant plus frappé qu'il n'avait été précédé ni d'un avertissement ni même d'un échange d'idées. Bref, le geste de M. Roosevelt fut considéré comme un acte d'hostilité de la part des Etats-Unis, sans que rien l'eût provoqué.

Quelques mois plus tard, l'ambassadeur américain au Japon, Grews, de retour de Washington, prononçait un discours retentissant devant le Club américain de Tokio. Il menaça le Japon de nouvelles mesures coercitives dans le cas où Tokio n'abandonnerait pas sa politique en Chine. L'Amérique repoussait toute réorganisation asiatique sous le signe du Japon, exigeait le rétablissement de la liberté du commerce en Chine, la réparation des dommages causés, etc. Aucune compréhension quelconque de la situation du Japon ou des buts légitimes de sa politique dans l'espace extrême-oriental; quant aux menaces à peine voilées, elles ne pouvaient qu'irriter le Japon et le mettre sur ses gardes. A la même heure, le haut-commissaire des Etats-Unis aux Philippines prononçait un discours de même veine. Le sénateur Pittmann parlait d'embargo et de l'envoi de cuirassés et d'avions à Hawaï. Enfin, un journaliste des plus connus, W. Lippmann, dans une série d'articles, menaçait le Japon, en cas d'avance ultérieure en Chine, des plus sérieuses représailles. Dans sa conclusion, il affirmait que les Etats-Unis avaient le temps d'attendre jusqu'à la fin de la guerre européenne, pour agir ensuite, en Extrême-Orient, aux côtés de l'Angleterre!

Sans se départir de son calme, le gouvernement japonais prolongea ses tentatives pour assurer des relations normales entre les deux pays. La situation, néanmoins, ne fit qu'empirer. Le 26 janvier 1940, six mois après sa dénonciation, le traité de commerce américano-japonais cesse d'être en vigueur. Tous les efforts du gouvernement de Tokio pour créer une base nouvelle pour les relations entre les deux pays échouent. Malgré tout, les Etats-Unis jugent prudent de ne pas pousser les choses à l'extrême. Ils évitent de troubler trop profondément les eaux du Pacifique en pleine

guerre européenne. Néanmoins les actes inamicaux, les déclarations hostiles se poursuivent. Le 17 avril 1940, le secrétaire d'Etat Hull fait savoir que les matières premières des Indes néerlandaises ne sauraient être mises à la disposition du Japon. En même temps, des forces navales importantes sont concentrées aux Hawaï. Le 22 du même mois, devant la commission navale du Sénat, l'amiral Taussig fait savoir que si les moyens économiques et financiers employés contre le Japon pour assurer l'intégrité de la Chine ne suffisent pas, il est difficile de voir comment les Etats-Unis pourront éviter la guerre contre le Japon. Il réclame enfin la construction de nouveaux cuirassés et de nouvelles bases. Dès l'été 1940, le soutien financier, par les Etats-Unis, du gouvernement de Tchang-Kai-Tchek en lutte contre le Japon, devient de plus en plus sensible. Lorsque, en juillet 1940, le gouvernement britannique, allant au devant des désirs du Japon, fait suspendre le transport d'armes, munitions, carburant, matériel de chemin de fer, etc., par la route de Birmanie, le secrétaire d'Etat Hull fait une déclaration hostile à cette politique. Et c'est après une pression des Etats-Unis que cette route, en octobre 1940, est de nouveau ouverte. Depuis le 15 mars 41, les livraisons américaines au gouvernement de Tchang-Kai-Tchek se font selon la formule du prêt-bail, c'est à dire *de facto* gratis. Diverses missions américaines se succèdent à Tchoung-King afin d'étayer, fortifier, développer l'hostilité sino-nippone. L'une, militaire, est présidée par le général Magruder, qui, à son départ des Etats-Unis, reçoit du président la tâche d'appuyer et de conseiller le gouvernement de Tchang-Kai-Tchek « dans l'intérêt de la Chine, des Etats-Unis et de l'effort mondial de résistance à tout mouvement de conquête par la force ». Le 29 mai, le secrétaire d'Etat Hull exprime sa confiance dans la résistance de la Chine. Puis des conversations militaires s'engagent à Singapour entre des représentants de l'Angleterre, des Etats-Unis, de la Chine et des Indes néerlandaises.

Tout démontre en un mot que la même politique d'immixtion, frivole, irresponsable, a été déployée contre le Japon,

de même qu'en Pologne, en France, en Yougoslavie, etc., contre les puissances de l'Axe. Politique systématique écartant de parti pris toute possibilité d'apaisement, poussant partout à la résistance et à la lutte, en un acharnement ininterrompu vers la guerre. Sur le terrain économique, les mesures pour l'étranglement du Japon se poursuivent sans arrêt. Les interdictions d'exportation au Japon se multiplient : elles concernent d'abord les machines-outils, puis les carburants, le fer, l'acier, etc. Le 26 juillet 1941 — acte particulièrement hostile de la part des Etats-Unis — les biens japonais aux Etats-Unis sont mis sous séquestre. La mesure est prise soi-disant pour punir le Japon d'envoyer des troupes en Indochine, alors que cette mesure, toute paisible, s'exécute d'accord avec la France !

En somme, dès 1940, une pression politique et économique des plus raffinées est mise en oeuvre contre le Japon. Washington part du point de vue qu'avec le manque de matières premières, l'empire du Mikado va se trouver bientôt dans une situation précaire. Le 6 janvier 1941, *l'United Press* annonce de Washington que de hauts fonctionnaires du Ministère des Affaires étrangères ont déclaré que le Japon doit abandonner sa tentative de domination en Asie orientale, ainsi que son alliance avec l'Allemagne et l'Italie, et que les troupes japonaises doivent quitter la Chine. Le 19 février 1941, le *New York Times* publie un article de fond contenant une menace de guerre non voilée contre le Japon. « Si l'empire du Soleil Levant continue de s'étendre en Asie sud-orientale, y est-il dit, les Etats-Unis lui répondront par un coup mortel ». A la radio, le 9 mars, la sénateur John Bankheard affirme que «les Etats-Unis sont prêts à couler toute la flotte japonaise». Deux semaines plus tard, un ami du président Roosevelt, le sénateur Pepper, tient à Nashville un discours où le Japon est appelé l'ennemi mortel de l'Amérique. Le même orateur, parlant au Sénat le 9 mai, demande que les Etats-Unis prennent l'initiative. « La flotte américaine, s'écrie-t-il, devrait s'associer ouvertement avec la flotte britannique dans le Pacifique et verrouiller les Japonais dans

leurs tanières.» Mais les manifestations provocatrices des Etats-Unis contre le Japon prennent une telle ampleur durant les derniers mois qui précèdent les hostilités qu'il est impossible de tout citer.

Du côté japonais, toutes ces manifestations furent suivies naturellement avec la plus vive attention. Mais ni le gouvernement ni l'opinion publique ne perdirent leur calme. Des regrets furent exprimés au sujet de l'attitude des Etats-Unis, mais jamais on ne s'abandonna à des menaces ou à des offenses. La presse la critiqua, mais sans jamais descendre au niveau des colères et de l'excitation américaines. Bien plus, lorsque la situation s'aggrava, le gouvernement japonais tenta d'éclaircir les choses par des négociations directes avec Washington, afin d'amener si possible une détente. Mais ces tentatives échouèrent, car elles ne cessèrent d'être ponctuées par des discours et des déclarations provocateurs du côté américain. Aux Etats-Unis, on soutient le point de vue que les choses se seraient développées autrement si le Japon n'avait pas signé, en septembre 1940, le pacte tripartite avec l'Allemagne et l'Italie : si le Japon s'était tenu à l'écart des Etats agresseurs, les Etats-Unis ne se seraient pas sentis si menacés et n'auraient pas pris une position si nette et si déterminée. L'argumentation ne vaut guère. En effet, la prise de position des Etats-Unis hostile au Japon remonte à beaucoup plus haut que le Pacte tripartite. Elle date du début de l'immixtion américaine dans le Pacifique. Le Pacte tripartite visait d'ailleurs, dans le cadre de l'Extrême-Orient, à écarter l'immixtion des puissances étrangères de la sphère d'influence des intérêts du Japon. Pour le Japon, il signifiait avant tout légitime défense. Ni l'Allemagne ni l'Italie ni le Japon n'ont manifesté à aucun moment l'intention de menacer ou d'attaquer « l'hémisphère occidental » américain. Jamais aucune preuve n'a été fournie que l'Amérique ait été le but des accords du Pacte tripartite. La catastrophe qui s'est produite n'est donc que le résultat de la politique impérialiste des Etats-Unis, qui s'avisèrent de s'occuper d'un « espace » éloigné de plusieurs milliers de milles de chez eux

et sur lequel ils ne pouvaient élever aucun droit dicté par l'histoire, la géographie ou la nécessité. Le but des hommes d'Etat américains semble avoir été avant tout d'empêcher le Japon de bouger, de façon à permettre aux Etats-Unis de prendre part énergiquement, à un moment donné, à la lutte contre l'Europe et, plus tard, de s'occuper de l'Extrême-Orient. On espéra atteindre cet objectif par des mesures de pression militaire et économique. Il ne semble pas que Washington ait songé un instant que le Japon pût être assez fort pour trancher d'un seul coup le lasso à l'américaine avec lequel on tentait de l'étrangler. *Quos vult Jupiter* ... Et c'est ainsi que les Etats-Unis, par la politique et le bluff de M. F. Roosevelt, se sont trouvés soudainement dans la position qu'ils souhaitaient le moins : celle de devoir guerroyer sur deux fronts, sur deux océans, ce qui les oblige à utiliser et employer leurs forces de tout autre manière que leurs hommes d'Etat l'avaient imaginé.

* * *

La guerre entre les Etats-Unis et le Japon a entraîné *ipso facto* la guerre entre les Etats-Unis et les puissances de l'Axe, l'Allemagne et l'Italie. De la sorte, M. F. Roosevelt a obtenu ce qu'il voulait. Peut-être même a-t-il remporté beaucoup plus qu'il n'attendait. Dans la suite, les pays de l'Europe balkano-danubienne adhérant au pacte tripartite, la Hongrie, la Roumanie et la Bulgarie, ont été englobés à leur tour dans cette sinistre aventure. Les uns et les autres ont accueilli la déclaration de guerre de Washington avec un calme dédaigneux. La réponse, particulièrement noble et digne, de la Roumanie — pays qui n'est entré en guerre qu'après avoir été provoqué et attaqué par les Soviets et qui a lutté en premier lieu pour reprendre ses provinces perdues — mérite d'être gravée dans l'esprit de tout Européen. « La Roumanie, y est-il dit, ne mène pas une guerre agressive, mais une guerre de défense contre le danger bolchevique, guerre qui lui fut imposée par l'agression de l'U.R.S.S. et ses provocations. *La guerre que nous menons contre l'U.R.S.S. démontre suffisamment le danger que faisait courir à la civilisation*

européenne le bolchevisme asiatique. Nous demandons encore: Les Etats-Unis auraient-ils déclaré la guerre et attaqué l'U.R.S.S., si celle-ci avait réussi à envahir la Roumanie comme elle en eut l'intention? De l'actuelle décision du président Roosevelt on ne peut déduire qu'une chose: Les Etats-Unis défendent le bolchevisme au lieu de défendre la civilisation européence. L'Histoire jugera comme il convient cette attitude comme elle jugera la guerre sacrée que nous menons.[8]) »

* * *

Le peuple américain est entré dans la guerre sans un élan ardent et mystique semblable à celui de 1917. Seul, sous la haute direction de M. F. Roosevelt, un courant a cherché et voulu le conflit sous prétexte qu'il s'agissait : 1⁰ de protéger les libertés internationales, 2⁰ de défendre la démocratie menacée, 3⁰ de parer à une menace d'agression et d'invasion du territoire américain par les puissances ennemies de l'Angleterre. Sur le premier point, il est évident que si vraiment la question des libertés internationales avait été en jeu, l'Amérique aurait dû se dresser avant tout contre l'Anleterre qui a étendu sa domination sur plus d'un quart du globe, sur une masse de plus de 500 millions d'hommes, sur tous les principaux points stratégiques du monde et jusque sur des mers comme la Méditerranée, dont les rives n'ont jamais vu naître aucun Anglais. Quant à la défense de la démocratie, soyons clairs: quelle démocratie? S'agissait-il de la démocratie américaine? Alors personne ne l'a attaquée, personne ne l'a menacée, personne, en Europe, ne s'en est occupé. De la démocratie anglaise? L'Angleterre est dirigée, chacun le sait, par une classe héréditaire de gouvernement et

---

[8]) Soulignons que la Finlande n'a pas été comprise jusqu'à ce jour parmi les pays auxquels les Etats-Unis ont déclaré la guerre, bien que le petit peuple nordique combatte lui aussi contre l'union soviétique. La justification formelle d'une telle discrimination est fondée sur le fait que la Finlande n'a pas adhéré au Pacte tripartite (motif qui, cependant, n'a pas influé sur l'attitude britannique). En fait, en maintenant leurs rapports avec Helsinki, les Etats-Unis n'ont pas renoncé à la tendance qu'ils ont manifestée dès l'automne 1941 à induire la Finlande à une paix séparée avec l'U.R.S.S., malgré la volonté finlandaise maintes fois proclamée de poursuivre la guerre pour l'indépendance du pays.

le pays tout entier est sous la coupe de lois et de traditions médiévales. De la démocratie française? La France doit à ce système politique la plus grande partie de ses maux actuels et elle n'a nulle envie de combattre de nouveau pour maintenir en vie ce qui a été la cause de sa perte. Enfin, le prétexte du péril de l'invasion de l'hémiphère occidental américain touche au ridicule.

A vrai dire, il s'agit d'une véritable mystification. Aucune puissance européenne quelle qu'elle soit — à part l'Angleterre lors de la guerre d'Indépendance des Etats-Unis — n'a jamais pris une attitude menaçante ni même commis le moindre acte hostile à l'égard de la grande république américaine. Aucune nation de l'Ancien Monde n'envisage d'envahir et de dominer l'Amérique. Aucun plan, aucun programme d'une conquête pareille n'a jamais vu le jour. Aucun préparatif d'attaque n'a jamais pu être signalé. Et cela pour la bonne raison qu'une offensive provenant d'Europe contre l'Amérique est quasi impossible, en premier lieu parce que les Etats-Unis sont protégés contre toute entreprise non par le « petit ruisseau de la Manche » mais par les étendues de deux vastes océans: en second lieu parce que, étant données les conditions dans lesquelles se déroule la guerre, toute tentative contre le littoral des Etats-Unis exigerait un matériel de transport qu'aucune puissance ne possède. Comme M. Mussolini l'a dit dans un discours, il est plus vraisemblable de voir les Etats-Unis envahis par les habitants de la planète Mars que par les soldats de l'Axe. L'argument adopté pour justifier la politique de Washington n'a donc aucune base non seulement dans les faits, mais dans les intentions.

En même temps qu'ils accumulaient leurs déclarations de guerre à des pays européens, les Etats-Unis resserraient dans une large mesure leurs liens avec les Soviets. Déjà, le 8 novembre 1941 — c'est à dire un mois *avant* l'attaque japonaise contre Pearl Harbour — à l'occasion du 24e anniversaire de la révolution communiste — M. F. Roosevelt avait adressé au Kremlin une dépêche exprimant ses « *voeux les plus*

sincères». Il donnait en même temps l'assurance que « le gouvernement et le peuple des Etats-Unis feraient tout leur possible pour aider la Russie des Soviets ». Et le lendemain même le gouvernement de Washington pouvait annoncer la *concession d'un prêt d'un milliard de dollars à la Russie rouge.* Ce qui signifait en définitive que la somme énorme d'un milliard de dollars du prêt rooseveltien aux Soviets était prélevée dans les coffres-forts mêmes de ces banques américaines contre lesquelles le communisme de Moscou voulait marcher, sous le drapeau rouge déployé et avec la torche incendiaire de la révolution. Qui donc était sincère dans cette affaire de la solidarité américano-soviétique? Les banques ploutocratiques de New-York ou le gouvernement communiste?

Cependant, en raison même de l'état de guerre, M. F. Roosevelt s'est vu obligé, cette fois-ci, de tenir compte, dans une mesure plus large que précédemment, de l'opinion publique, dont de nombreux éléments, comme les catholiques, sont hostiles au communisme. Certes, par l'application de la loi « prêt et bail », il a promis d'accroître et d'accélérer la livraison du matériel de guerre aux Soviets. Mais il s'est refusé jusqu'à ce jour à imiter l'Angleterre et à conclure une alliance avec Moscou. Il s'est contenté d'une entente (juin 1942) qui a porté à la fois sur la conduite de la guerre et la collaboration économique après la paix. D'après cet acte diplomatique, les Américains ont reconnu « qu'il y avait urgence à établir un *second front* contre les puissances de l'Axe en 1942 »: ceci pour soulager les Soviets de plus en plus inquiets depuis la fonte des neiges et la menace d'une nouvelle offensive allemande. Enfin, la Maison Blanche a assuré les Soviets de la collaboration économique des Etats-Unis pour l'après-guerre. Les bolcheviks, de leur côté, se sont engagés à adopter, au lendemain de la victoire, une « politique libérale ». Ils se rallieraient donc à un régime économique qu'au nom de leurs théories ils ont toujours combattu, ils renonceraient à leurs principes, à la révolution mondiale qui est cependant leur raison même d'exister, de vivre, de lutter.

Il faut beaucoup de naïveté pour le croire. Cependant, ne nous leurrons pas trop. La collusion américano-anglo-russe comporte moins de déviations idéologiques qu'on pourrait le penser. Le bolchevisme et le « grand capitalisme » ont eu beau se combattre sourdement pendant vingt ans : à l'heure de la crise suprême, ils se sont trouvés si facilement, si aisément alliés contre l'ennemi commun qu'il doit exister entre eux une affinité fondamentale, insoupçonnée encore jusqu'à ce jour. Le mythe du bolchevisme est connu: c'est celui d'une société sans distinction de classes, sans autre hiérarchie que celle du caractère technique, fonctionnel, du travail; société dans laquelle les hommes ne sont plus que les producteurs et consommateurs des biens produits, selon un plan commun et pour un bénéfice commun : toute la terre réduite à une unique usine et à un unique marché dans lequel l'homme n'est que producteur et consommateur. Les différences de langue, de nationalité, de race, d'histoire, n'ont pas plus grande importance que n'en ont les différences de dialectes et d'origine au sein d'une même nation. C'est le mythe de l'Internationale sur la base d'une philosophie entièrement matérialiste.

Or, dans la civilisation telle qu'elle s'est forgée sous le signe du « grand capitalisme », se manifestent nombre de correspondances avec les principes mêmes de la civilisation soviétique. Nous disons « grand capitalisme » pour bien faire comprendre qu'il ne s'agit pas de mettre en cause le capital honnête et légitime qui naît du travail et de l'épargne et résulte de l'effort personnel et de l'activité de chacun. Nous ne parlons que des abus qui découlent des côtés négatifs du libéralisme économique, c'est-à-dire, par exemple, de l'accumulation d'énormes capitaux dépendant de trusts, monopoles, etc., et dont les détenteurs, grâce à leur puissance financière, font l'opinion, la dominent, la dirigent, tout comme les dirigeants du Kremlin la créent, l'alimentent, la conduisent dans un sens bolchevique, en vertu des pouvoirs illimités qu'ils se sont attribués. Les Soviets n'ont aboli le capitalisme privé que pour y substituer le capitalisme d'Etat.

A Moscou, on est en présence d'un capitalisme centralisé dans des capitalistes visibles, lancé, pour ainsi dire, dans une entreprise colossale à fonds perdus. Théoriquement, tout citoyen soviétique est simultanément ouvrier et actionnaire (actionnaire sans dividende et ne touchant que la part qui lui permet de vivre) dans le trust omnipotent de l'Etat prolétarien. En Amérique, l'Etat n'est pas encore devenu le trust des trusts. Le système n'y est pas centralisé et autoritaire comme en Russie. Mais, en bien des domaines et notamment dans tous ceux où domine la haute finance, le résultat n'est pas très différent.

On sait, selon une déclaration de Lénine, que si la Russie soviétique voit dans le monde germanique et latin « le plus grand obstacle pour l'avènement de l'homme nouveau », elle a toujours vu dans l'Amérique — qui est l'expression la plus complète du « grand capitalisme » — une sorte de terre promise. Certains slogans soviétiques parlent de donner à l'U.R.S.S. « le rythme de la vie américaine » et d'instaurer dans tous les domaines la mécanisation telle qu'elle a cours aux Etats-Unis. C'est à Chicago, « métropole électro-dynamico-mécanique », que le poète bolchevique Majekowskij dédie son hymne collectiviste. Il y a là une conception de la vie et du monde absolument contraire à l'antique tradition européenne. Les pays de la haute finance ont fini, comme le régime bolchevique, par mettre l'intérêt de la grande production industrielle, de la réalisation mécanique, visible, quantitative au-dessus de tout autre intérêt. Les uns et les autres aboutissent à une puissance sans âme, de nature purement technique et collective, privée de toute lueur intérieure, de toute spiritualité.

* * *

Dans le fond, ce n'est nullement l'Europe qui menace les Etats-Unis, ce sont les Etats-Unis qui menacent l'Europe en s'immiscant de façon inattendue et dangereuse dans les affaires de notre continent. On connaît cependant la fameuse doctrine élaborée en 1823 par un président des Etats-Unis, Monroë, et qui comporte d'un côté l'abstention de l'Europe

dans les affaires d'Amérique et de l'autre l'abstention de l'Amérique dans les affaires de l'Europe. Cet équilibre a été délibérément rompu par la politique de M. Roosevelt. Mais si l'Amérique déclare que son existence se défend sur la Manche et agit en conséquence, l'Europe peut répondre à son tour que son existence se défend sur les montagnes Rocheuses. Qu'auraient pensé cependant les Américains si, durant leur guerre de Sécession, une puissance européenne était intervenue en faveur de l'une ou l'autre partie, pour le Nord ou pour le Sud? Quoi qu'il en soit, en intervenant dans les affaires européennes comme ils le font à cette heure, les Etats-Unis annulent ce qui a été, depuis plus d'un siècle, le principe constant de la politique étrangère de leur pays. La doctrine de Monroë est mutilée dans l'une de ses parties essentielles. Elle cesse d'avoir le caractère de réciprocité qui la rendait compréhensible et légitime. En agissant comme ils le font, et sans pouvoir incriminer l'Europe en quoi que ce soit, les Etats-Unis rompent avec une tradition séculaire et se chargent devant l'histoire de la plus lourde des responsabilités.

* * *

Mais le plus grand danger que courent les Etats-Unis est de se laisser emporter par le mirage impérialiste de dominer le monde. Déjà M. F. Roosevelt et les magnats qui l'entourent ont abandonné la théorie de Monroe selon laquelle l'activité politique des Etats-Unis était contenue dans la sphère proprement américaine. Ils y ont substitué un nouveau principe ultra-impérialiste : le monde aux Etats-Unis. Avec cette maxime, les limites de la sécurité et des intérêts vitaux de la république étoilée ont été étendues bien au delà des territoires et des eaux américaines. Pour la première fois, les Etats-Unis disposent d'un droit de contrôle et d'empire sur des territoires d'Europe. En 1941, à la radio de New-York, une voix américaine (Reymond Graham Swinf) s'est même exprimée comme suit : « Aux Etats-Unis s'offre une possibilité unique et grandiose. Ils doivent descendre dans la lutte pour assumer la direction du monde : mais c'est la guerre actuelle

qui nous offre ce privilège. Ce sont les circonstances qui nous imposent de devenir les *condottieri* de l'univers ». Avant l'attaque japonaise contre Pearl Harbour, un écrivain connu, Upton Closs, publia dans la revue *The American Mercury* un article qui prouvait explicitement qu'aux Etats-Unis on songeait déjà à la possibilité d'un protectorat nord-américain sur l'Australie, la Nouvelle-Zélande, Singapour, les Indes néerlandaises, l'Amérique du sud ... et l'empire du Soleil Levant!

Le fait est que, bien avant leur entrée en guerre, les Etats-Unis, comme une pieuvre géante, se sont efforcés d'allonger leurs tentacules dans toutes les directions, sur toutes les parties de la terre. Examinons le phénomène en ce qui concerne notre continent et ses possessions d'Amérique et d'Afrique. Non seulement ils ont mis la main sur les bases britanniques des îles Bermudes, Bahama, Jamaïque, Trinité, Guyane, etc., mais ils ont débarqué des forces militaires imposantes au Groënland et en Islande. Maintenant, c'est le tour de l'Irlande. Le président de l'Etat libre, M. de Valera, fut même charitablement averti par de nombreux journaux américains que s'il ne voulait pas agir aux côtés de l'Angleterre, il n'aurait qu'à accepter pour son pays la protection de la grande république américaine. En même temps, des ingénieurs et ouvriers américains s'établirent dans l'Ulster. Une base navale et aérienne fut installée à Londonderry avec des droits exterritoriaux pour les équipages. Déjà, des avions américains en sont partis pour bombarder l'Europe. En ce qui concerne la France, sa faiblesse extérieure, au lendemain de la défaite, a été exploitée par l'Amérique, sans le moindre scrupule, dans tous les domaines. Non seulement les bateaux français, dont la *Normandie,* qui se trouvaient dans les ports américains ont été saisis, mais la Martinique et la Guadeloupe furent placées sous le contrôle de la flotte des Etats-Unis. Le commerce entre ces îles et la France fut interdit.[9]) Enfin,

[9]) Nul n'a oublié l'offense faite délibérément, en juin dernier, au maréchal Pétain, par le gouvernement de Washington au cours d'un

nombre de journaux américains, parmi les plus officieux, n'ont pas hésité à parler de la nécessité pour les Etats-Unis de s'emparer du Sénégal (Dakar), de la Guinée française, de la Côte d'Ivoire, etc. Il s'agirait de se protéger jusque dans ces régions contre les menaces ... qui s'accumulent contre les Etats-Unis! Le mot d'ordre est de préparer la défense de « l'hémisphère occidental ». Mais, jusqu'à ce jour, nul n'a dit quelles étaient les frontières de cet hémisphère. On se rappelle par exemple que lors de sa « conversation au coin du feu » (27 avril 1941), M. F. Roosevelt déclara que les Açores appartenaient à la zone des intérêts américains. La presse américaine (voir notamment le *Christian Science Monitor* du 23 mai 1941) fit même savoir que les habitants de ces îles étaient moins Portugais qu'Américains. En somme, si l'on se fonde sur les nombreux points de l'Atlantique qu'ont déjà occupés les Etats-Unis et ceux sur lesquels ils manifestent ouvertement des prétentions, les frontières de « l'hémisphère occidental » s'étendent déjà jusqu'en Europe et en Afrique.

Quant à l'Amérique du sud, nul n'ignore jusqu'à quel degré de sujétion elle est tenue par les Etats-Unis. Dans ce secteur du monde, la doctrine de Monroë : l'Amérique aux Américains, n'a de sens précis que si l'on sous-entend : l'Amérique aux Américains du nord. Au Mexique et dans les quatre républiques de l'Amérique centrale, l'ensemble complet des côtes atlantiques et pacifiques pour l'installation de bases aériennes; au Brésil, les zones situées entre Pernambouc et Natal; dans l'Uruguay, un point d'appui à l'embouchure de la Plata; dans l'Equateur, les îles Galapagos; en Colombie et au Vénézuéla, des points d'appui le long des côtes : telles sont, à l'heure actuelle, les prétentions, en

---

échange de notes concernant les deux îles en question. Celle des Etats-Unis affectait en effet de croire que le gouvernement de Vichy ne représentait pas la France. Elle faisait une discrimination entre le gouvernement et le pays. Mais on sait moins, ou plutôt on ne sait pas, en France, que la noble et grande figure du maréchal Pétain a été caricaturée de façon ignoble par divers journaux américains. L'un, entre autres, l'a représenté léchant la botte des soldats allemands. Une autre caricature montrait des académiciens français, sous forme de singes, voltigeant d'un arbre à l'autre. C'est la fin de la légende de Lafayette.

grande partie réalisées, des Etats-Unis sur l'Amérique du sud. Le dernier accord intervenu est celui de mai 1942 avec la république du Panama, en vertu duquel les forces armées des Etats-Unis ont le droit d'utiliser des secteurs déterminés de ce pays. Des détachements américains s'y trouvent déjà et le Panama est devenu en principe un pays occupé. C'est là un nouveau pas vers l'absorption complète de l'Amérique centrale. Déjà les temps sont révolus où le Mexique montait fièrement la garde de l'indépendance de l'Amérique latine, où Sandino, Nicaragua, levaient l'étendard de la révolte contre l'ingérence des Etats-Unis, où il y avait au Guatemala des gouvernements résolument nationalistes. L'une après l'autre, les républiques de l'Amérique centrale ont dû courber l'échine devant la puissance du dollar. Leur indépendance n'est plus qu'une fiction diplomatique. En octobre 1941, une révolte fut déclenchée au Panama par les Etats-Unis pour chasser du pouvoir le président Arias qui ne se montrait pas assez docile aux ordres de Washington. Aujourd'hui, l'Amérique centrale n'est plus qu'un satellite des Etats-Unis. De même, dans la partie méridionale du Nouveau-monde, divers bastions de l'indépendance de l'Amérique du sud ont été démantelés au cours de ces dernières années par le pouvoir ténébreux de l'or des Etats-Unis. Il s'agit en somme d'un véritable impérialisme du dollar. Une avalanche ininterrompue de banknotes ne cesse de rouler de l'Amérique du nord vers l'Amérique du sud. Le dollar n'a pas seulement été mis à la disposition des républiques sud-américaines pour l'industrie de guerre, pour des dispositifs de défense nationale, des constructions de routes, chemins de fer, etc., mais pour des œuvres de nature sociale et économique. C'est ainsi que le Nicaragua a reçu une somme relativement considérable pour l'amélioration de l'hygiène du pays et des installations sanitaires. Costa-Rica dut accepter un crédit pour son Institut d'agriculture tropicale ... La Colombie, le Venezuela et même le Brésil — c'est-à-dire tous les pays les plus rapprochés des Etats-Unis — ont reçu des crédits de même nature. Le but est visible :

les Etats-Unis tendent de la sorte à placer sous leur contrôle l'Amérique entière et à l'utiliser comme un instrument de leur impérialisme.

Nous n'en finirions pas si nous voulions exposer par le menu le réseau d'influences, de mainmise, de points d'appui que les Etats-Unis, en grande partie grâce à leur puissance financière, ont réussi à établir sur le monde. Sous la présidence de M. F. Roosevelt, la République étoilée est entrée dans la lutte, poussée par une véritable manie morbide de conquête, non pas partielle ou localisée, mais totalitaire et universelle. Un accès de véritable mégalomanie s'est emparé de Washington. On pourrait même très justement le comparer, à divers égards, à celui qui, depuis le début de la révolution bolchevique, a sévi à Moscou. La Russie soviétique et l'Amérique du nord se sont proposé, chacune pour leur compte, la conquête du monde. L'attitude cauteleuse du gouvernement soviétique, l'astuce diabolique avec laquelle il a tenté de préparer dans le plus grand secret un instrument mortel de guerre dans le dos de l'Europe, démontrent qu'à Moscou existait un véritable dessein d'agression, longuement préparé, qui ne devait être dévoilé qu'au moment opportun: c'est à dire dans la phase critique de la guerre sur le continent. On calculait à Moscou qu'en 1942 l'Axe devrait se trouver engagé en même temps contre l'Angleterre d'un côté et contre une coalition turco-balkanique de l'autre: alors le monstre bolchevique serait descendu dans l'arène avec ses 550 divisions et ses 40.000 tanks . . . On frémit en songeant à ce que l'Europe serait devenue si le Kremlin avait pu exécuter ce dessein.

Or, le plan de M. F. Roosevelt et de ses conseillers paraît encore plus étrange et plus disproportionné. Ils ont pensé, dès 1938, que le conflit européen offrait aux Etats-Unis l'occasion de s'affirmer comme puissance dominatrice avec peu de risque et presque sans fatigue. Il aurait suffi, croyaient-ils, de faire briller aux yeux des autres peuples l'existence de la formidable marine américaine et de l'énorme richesse des Etats-Unis, exprimée par la présence de presque

tout l'or du monde dans les caves de l'Etat. Dans le *Corriere della Sera,* M. Aldo Valori a fort bien montré que, pour la première fois peut-être dans l'histoire du monde, un pays pouvait offrir aux yeux de tous une concentration aussi formidable de puissance guerrière, spécialement navale, et de puissance financière. « A la *Fleet in being* — nous citons notre confrère italien — s'ajoutait la puissance de l'or: *Gold in being!* » Le président Roosevelt se croyait sûr de son fait. Personne n'aurait osé défier cette double puissance qui aurait dû finalement dominer non seulement les adversaires fascistes, mais les alliés! Washington aurait pris la place de Londres comme capitale du monde anglo-saxon et aurait dominé l'humanité en lui imposant le criterium de vie, les coutumes et les mœurs américains, en « américanisant » les peuples. Les siècles futurs auraient été des siècles américains : la présente période se serait appelée l'ère de Roosevelt, comme d'autres ont pris le nom d'Auguste et de Louis XIV. Une vision allègre, optimiste, quasi de film cinématographique, sur la situation politique et militaire, a induit le président des Etats-Unis à provoquer une extension de la guerre qui n'était pas de l'intérêt bien entendu de son pays et qui n'a fait que révéler que le colosse américain avait en réalité des pieds d'argile . . . »

Quoi qu'il en soit, la crise de mégalomanie subsiste. La tentative sera poursuivie. Les Etats-Unis ne peuvent plus revenir en arrière. L'agitation, l'exitation qu'ils manifestent, de même que la présence de leurs forces et de leurs moyens de guerre dans tous les continents, sur tous les fronts d'Europe, d'Asie et d'Afrique, démontrent que le songe n'a pas été abandonné et qu'il est poursuivi avec une obstination morbide et convulsive. « La mégalomanie américaine, affirme M. Aldo Valori, apparaît aujourd'hui encore plus menaçante peut-être que celle des Soviets, parce qu'elle est à plus longue échéance et plus apte à se mouvoir, à manœuvrer et à s'insinuer sur toutes les voies du monde.»

* * *

Le grand danger de l'heure actuelle n'est nullement celui d'une menace d'agression du territoire des Etats-Unis par les puissances ennemies de l'Angleterre, c'est l'immixtion de plus en plus prononcée des Etats-Unis dans les affaires de l'Europe. Il s'agit, en effet, d'une guerre européenne combattue par des puissances européennes pour résoudre avant tout des problèmes européens bien individualisés et connus. L'erreur profonde de la politique officielle des Etats-Unis est de vouloir s'ériger en juge et arbitre dans une affaire qui ne la regarde pas directement. Dans le fond, il s'agit de la construction d'une nouvelle Europe qui sera placée sous le signe de la doctrine autoritaire. Car les armées du Reich et de l'Italie occupant la plus grande partie de notre continent, c'est cette dernière conception qui l'emporte aujourd'hui. C'est un fait contre lequel les arguments habituels de la propagande anglo-saxonne ne peuvent rien. Ce fait crée pour tous les peuples européens des devoirs auxquels ils ne sauraient se soustraire, puisqu'il s'agit d'établir un système qui intéresse toute la communauté de notre continent. Il s'agit de l'organisation d'une nouvelle Europe, unie politiquement et économiquement. Cet idéal, les Américains devraient être les premiers à le comprendre, car, comme aujourd'hui les populations européennes, les populations de l'Amérique du nord se sont battues entre elles, des années durant, de façon sanglante et terrible. Durant la guerre de Sécession, il fut livré près de 2000 combats et 112 grandes batailles. Mais les Américains tirèrent la leçon de ce drame: ils fondèrent les Etats-Unis. Aujourd'hui nous voulons les imiter. C'est une question de volonté. A une Amérique unie doit correspondre une Europe unie. On éprouve donc quelque peine à comprendre la position prise par les Etats-Unis dans la phase actuelle de la crise européenne. Notre continent tend à échapper à une « balkanisation » qui l'a dangereusement affaibli pour évoluer, comme l'Amérique du nord, vers la création d'un vaste groupement continental.

Comme le *Temps* l'a justement fait remarquer dans l'un de ses éditoriaux, l'idée de l'étroite association de pays

qui s'intègrent tout naturellement dans un système politique et économique déterminé *est une idée essentiellement américaine.* Ce fut le désir de réagir contre la « balkanisation » excessive de notre continent qui détermina en partie le président Wilson à intervenir dans la Grande Guerre. Et si, après 1919, l'Amérique revint à sa politique d'isolement, ce fut justement parce que l'Europe, après les traités de paix, était restée cloisonnée et profondément divisée contre elle-même. Toute aide américaine est demeurée subordonnée pendant des années à la condition de l'affirmation de l'esprit nouveau de concorde et d'entente en vue d'une organisation commune de ce côté-ci de l'Atlantique. On a donc le droit d'exprimer quelque surprise devant l'attitude de Washington, puisqu'il s'agit justement de préparer une organisation de l'Europe dans le sens même de l'effort d'unification qui a fait la grandeur des Etats-Unis.

En fait, que Washington le veuille ou ne le veuille pas, une nouvelle Europe surgit. Son mot d'ordre, c'est : L'Europe aux Européens. Il correspond à celui de l'Amérique aux Américains, d'après lequel les habitants du Nouveau Monde ne s'occupent que des affaires de leur continent. C'est pourquoi, à leur tour, les Européens ne veulent pas que les Américains s'occupent de leurs propres affaires. Telles doivent être les positions respectives. Elles seules, si elles sont respectée, assureront une paix durable entre l'Ancien et le Nouveau Mondes.

L'immixtion américaine actuelle est donc de nature, si ce n'est à empêcher, du moins à retarder le processus d'unification européenne. L'attitude des Etats-Unis trouble l'Europe. Dans maintes nations, elle suscite des courants nuisibles à la paix de notre continent. Elle entretient dans certains milieux qui ne veulent pas considérer en face la réalité, des espoirs qui ne pourront jamais être réalisés. L'idéal de l'Europe nouvelle est celui d'une entente dans la solidarité et la collaboration. Si les Etats-Unis tentent sous n'importe quel prétexte de l'empêcher d'éclore, de s'affirmer, de s'imposer, ils commettront une faute contre l'humanité.

* * *

L'immixtion des Etats-Unis dans la guerre européenne n'a nullement été dictée par le sens de l'humanité, un désir de paix ou même une idée sociale quelle qu'elle soit. Elle a été dictée avant tout par un impérialisme insatiable, une mégalomanie extravagante, en même temps que par une haine insensée contre notre vieille Europe. Il est évident d'ailleurs que si l'union européenne se réalise, si l'économie de notre continent se réorganise sur une base de collaboration et adopte, entre autres, le régime autarcique, nombre d'affaires américaines jadis florissantes seront paralysées. De toute façon, si une Europe unie et solidaire se crée, la finance américaine ne pourra plus dicter les lois du trafic et des paiements à l'Ancien Monde.

Les matières premières qui sont le fondement même de la fortune des Etats-Unis n'auront plus le même nombre d'acheteurs qu'auparavant. Le rôle de l'or diminuera devant le succès du système des valeurs balancées. Les bénéfices des *businessmen* américains s'effondreront. C'est pourquoi l'unité éventuelle de notre continent effraye les milieux d'affaires américains. Il leur est plus commode et plus avantageux de traiter avec une Europe divisée par des rivalités intestines, qu'avec une Europe unie; avec des économies italienne, allemande, française, suisse, suédoise qu'avec une économie européenne. Ils craignent que lorsque notre continent sera redevenu fort, économiquement solide et lié à l'Afrique, les Etats-Unis perdent une grande partie de leur monopole et que leur or accumulé n'ait d'autre destin que de déchaîner un énorme crac monétaire pire que celui de 1933. C'est pourquoi les milieux d'affaires américains partent du point de vue que la victoire de l'Angleterre, et même celle de la Russie Rouge, serviraient leurs intérêts. Elles leur permettraient, croient-ils, de maintenir le régime financier et commercial qui leur a été si favorable dans leurs rapports avec l'Europe.

* * *

L'opinion européenne doit se garder d'envisager trop exclusivement le déroulement journalier des faits militaires et politiques. Elle doit veiller chaque jour à ne pas perdre de vue la grande ligne maîtresse du conflit, l'essence de la lutte, l'esprit de la bataille. Et la tâche de tous les journalistes et écrivains de sentiments vraiment européens, doit viser à maintenir notre opinion publique dans cette voie majeure. En premier lieu, chacun de nous doit communier dans cette idée fondamentale que l'Europe se trouve actuellement devant trois ennemis déclarés : l'Angleterre, la Russie bolchevique et les Etats-Unis. Londres, Moscou et Washington représentent en somme l'union de trois impérialismes anti-européens. Les uns et les autres ont misé leur avenir et leur fortune sur notre destruction.

Ce fait explique pourquoi, entre le bolchevisme et le fascisme, l'oligarchie britannique et la ploutocratie américaine ont toujours sympathisé pour le premier. Car les Soviets peuvent rendre à Washington le grand service d'abattre l'Europe, tandis que l'Allemagne nationale-socialiste et l'Italie mussolinienne, avec ces deux grandes forces qui ont nom latinité et germanisme, signifieraient l'exclusion de l'anglo-saxonisme de l'Europe, en même temps que le salut de notre continent. Quoi qu'il en soit, incapables par eux-mêmes de vaincre notre continent, les peuples de langue anglaise ont dû recourir à l'entente, et même à l'alliance avec le bolchevisme, mais, bien entendu, pour que les Etats-Unis rooseveltiens atteignent leur but, il faut que l'Angleterre et les Soviets l'emportent. Or, à l'heure où nous écrivons ces lignes, la guerre paraît prendre une tournure toute nouvelle. Déjà l'Angleterre est menacée par les troupes de l'Axe jusqu'au cœur de son Empire. Les grandes batailles qui se poursuivent en Russie et qui rappellent les grandes luttes historiques menées jadis par l'Europe contre les Huns, les Mongols et autres, tournent à l'avantage des forces anti-bolchevistes. Demain peut-être, il n'y aura plus de front de lutte en Europe et en Méditerranée. La guerre s'éloignera de notre continent. Elle deviendra périphérique et océanique.

Mais, s'ils le veulent, les Etats-Unis pourront la prolonger pendant des années. On raconte qu'en 1915, lors d'une réunion de banquiers américains, la plupart des hommes de finance présents jugèrent qu'il était de l'intérêt de l'Amérique que la guerre durât le plus longtemps possible. En été 1940, après la défaite de la France, lorsque l'Angleterre se posa la question de savoir s'il n'était pas mieux pour elle de s'entendre avec le Reich — on savait alors à Londres qu'aucun obstacle infranchissable n'empêchait la chose — ce fut la Maison Blanche qui intervint pour s'opposer à l'accord.

Il est donc possible que, même si l'Angleterre est évincée de l'Europe et si le bolchevisme est écrasé, Washington n'hésite pas à prendre la responsabilité de poursuivre la lutte. Tout indique, en effet, que M. Roosevelt, principalement sous l'influence de son entourage juif et maçonnique, a imprégné la politique nord-américaine d'un caractère anti-européen et anti asiatique des plus voilents. On peut même dire que, sous l'influence de leur président, les Etats-Unis ont introduit dans l'atmosphère du monde un nouvel élément, *un nouveau microbe: celui des haines et des rancoeurs continentales.*[10])

Tous les faits que nous avons cités au cours de notre étude prouvent, en effet, de façon écrasante, que dè le jour où, en 1939, se profila à l'horizon le spectre d'un conflit européen, le président des États-Unis et son entourage ont contribué dans une large mesure, par leurs journaux d'intervention, à déchaîner la guerre. Ils sont même responsables de son extension à divers pays, par les assurances d'aide guerrière et financière qu'ils ont données. On peut même affirmer à cette heure que la guerre actuelle aurait pu se terminer depuis longtemps avec l'ajustement de l'empire britannique à la nouvelle structure historique du monde moderne, si la Maison Blanche n'avait pas poursuivi dans le monde entier son activité incendiaire. De quelque façon qu'elle envisage la politique et la diplomatie américaines depuis 1939, l'his-

---

[10]) Le mot est de Mario Appelius dans le *Popolo d'Italia.*

toire les condamnera. Elles ont faussé la physionomie historique et constitutionnelle des Etats-Unis. Elles ont introduit un élément de drame, un facteur de catastrophe dans le destin de l'Amérique.

L'Europe ne nourrit aucune ambition contre l'Amérique, mais il est bien entendu que, si les Etats-Unis veulent dicter la paix à notre continent, nous saurons nous défendre. Déjà, M. F. Roosevelt a franchi le Rubicon atlantique. Des troupes américaines campent en Islande et en Irlande. Il y a là un véritable défi à l'Europe. Si le président des Etats-Unis ne met pas un frein à son bellicisme, le résultat en sera une guerre de continent à continent. Ce sera une lutte fratricide. L'Amérique est née de l'Europe; elle est faite de sang européen. Toute son histoire est une histoire de liens spirituels, moraux, commerciaux, économiques et financiers avec l'Europe. Mais si, après être entrés en guerre aux côtés de l'Angleterre, les Etats-Unis envisagent, comme tout le laisse entendre, d'instaurer une hégémonie politique et économique des Anglo-Saxons sur notre continent, la tâche commune de l'Europe sera alors d'organiser une défense commune.[11])

L'Europe est encore plus invulnérable que l'Amérique. C'est une forteresse immense, avec des garnisons et des armements

[11]) Le premier objectif des Anglo-Saxons est celui qui est indiqué dans le paragraphe 8 de la Charte de l'Atlantique : c'est le désarmement des vaincus; l'Allemagne, l'Italie, la Slovaquie, la Hongrie, la Roumanie, la Bulgarie, sans parler de la France, seront désarmées unilatéralement. A la moitié de l'Europe sera infligé, sous le signe anglo-saxon, le traitement qu'ont subi les Maharattes des Indes, les Matabélés en Afrique du Sud et les Peaux-Rouges dans le Far West américain. Le *Times* du 15 août 1941 a même imaginé un désarmement bien plus complet et plus rationnel que celui du simple séquestre des machines et instruments de guerre: « Une nation, déclare le journal de la City, n'est pas désarmée quand elle a été privée des armes qu'elle possède, mais quand elle a été mise dans l'impossibilité industrielle et économique d'en construire encore » Mais comme on ne peut trouver de limite entre les industries de guerre et les autres, ce sera tout simplement la démolition des grandes industries européennes. Dans la revue *Time and Tide*, un correspondant expose même qu'un pays peut être dangereux, non seulement par son potentiel industriel, mais par sa capacité de ravitaillement agricole. Et d'en déduire les conséquences suivantes: « Les gouvernements alliés doivent préparer un plan économique sur base internationale, en vertu duquel la production des biens essentiels à la vie pourra être en général

que l'Amérique ne pourra jamais égaler. C'est pourquoi, si l'Europe est unie, rien à craindre. Une Europe forte, solidaire, indépendante, signifierait non seulement la fin inexorable de l'impérialisme britannique et la disparition fatale du bolchevisme, mais l'impossiblité pour les Etats-Unis, F. Roosevelt *regnante*, de s'abandonner à une mégalomanie des plus funestes pour l'avenir du monde. Une guerre intercontinentale entre le Nouveau et l'Ancien Monde contribuerait d'ailleurs à renforcer de plus en plus le sentiment de notre solidarité européenne. Elle prolongerait sans doute la lutte actuelle, et contribuerait à l'accroissement de la misère dans le monde entier. Tout homme de bon sens doit donc souhaiter qu'elle soit épargnée à une humanité qui n'a certainement rien à gagner à l'extension de la catastrophe. Mais d'un tel conflit se dégagera fatalement la notion d'un intérêt commun entre tous les peuples de notre continent. Ils deviendront alors européens, pour cette raison qu'il faudra l'être, ou périr ...

L'Europe veut et doit vivre. Elle doit unir ses forces pour la défense de son avenir. Elle doit avoir parmi les continents la place que lui assurent sa glorieuse histoire, son rayonnement intellectuel, sa primauté technique, son génie. Elle veut s'assurer dans le monde un développement libre, une position indépendante digne de ses plus nobles traditions. Ses efforts vers une organisation nouvelle sur la base de l'entente et de la collaboration entre toutes les nations qui la composent, sa volonté d'exploiter rationnellement ses ressources, de vivre plus qu'autrefois sur son propre fonds,

---

diminuée. Voici un exemple concret: Dans les années qui ont précédé le conflit actuel, l'Allemagne a suggéré l'augmentation de la production du soja en Hongrie, en Roumanie et en Bulgarie pour ses propes fins de ravitaillement. Eh bien, pour empêcher le retour d'un pareil fait, les Alliés doivent liquider les plantations de soja en Europe sud-orientale.» Comme on le voit, les Anglo-Saxons envisagent quelque chose de plus grave que le désarmement unilatéral. C'est la diffussion d'un état de misère en Europe auquel on ne peut songer sans un frémissement d'horreur. C'est l'élimination de l'Europe de la grande économie mondiale. C'est la stérilisation de l'Europe sur le terrain de la production. On imagine la crise immense et les convulsions atroces qui pourraient en découler.

de lutter contre son appauvrissement général, ne signifient nullement une prise de position hostile à l'égard des Etats-Unis. Il n'a jamais été question en Europe de se passer de l'Amérique. Lorsque les nations de notre continent seront unies sous la loi de l'ordre, de la discipline, de la vigilance et de l'action, elles offriront au Nouveau Monde tous les avantages d'un excellent marché. Les échanges reprendront. L'Europe aura toujours besoin de certaines richesses américaines et l'Amérique aura toujours besoin de certains produits européens. Jamais la nouvelle Europe ne voudra ou ne pourra rompre les rapports économiques avec les Etats-Unis. Si les rapports se déroulent sur le plan de l'égalité, ils seront favorables aux deux parties. Mais tout devra se passer sous le signe de la réciprocité. L'Europe nouvelle refusera de sacrifier à la haute banque, à l'or américain. Elle s'oppose à toute domination quelconque sur son économie. A ses yeux, l'idéologie libérale et capitaliste est dépassée. Les besoins essentiels des peuples doivent être satisfaits avant ceux des puissances d'argent, des trusts et des monopoles. La ploutocratie mordra la poussière. Nous sommes au début d'une nouvelle ère de l'histoire du monde. Un ordre politique, économique et social des plus riches de substance est en train de balayer l'ancien. Ni l'or de Wall-Street, ni l'acier de Betlehem, ni la flotte de l'Atlantique ou du Pacifique n'arrêteront la marche des idées nouvelles. Il y a plus d'explosif dans la réalité révolutionnaire de l'heure actuelle que dans toutes les fabriques de dynamite américaines.

Pour l'Europe, fille de Rome et d'Athènes, notre Mère, notre Patrie, nous combattrons jusqu'au bout. C'est pouquoi nous espérons que le bon sens et l'esprit de justice américains finiront par triompher.